



AL 226 - MARS 2000

Un monde parfait

ÉDITORIAL

Le bouc émissaire - Dirk F. Diederich

ANTIFASCISME 1

Donner du fil à retordre au diable... - Klauski

ANTIFASCISME 2

Haider n'est pas Hitler - Marc Reisinger

ANTIFASCISME 3

Qui dénie son passé se condamne à le revivre !
À Contre Courant

ANTIFASCISME 4

Tract du Front Antifasciste de Verviers

ANTIFASCISME 5

Une victoire par défaut - Patsy

CHRONIQUE

Le fond de l'air effraie - Gun

SYNTHÈSE

Liberté de circulation - SCALP-Réflex

CENSURE

Régularisation et expulsions

Jacques Yerna et Laurence Vanpaeschen

ALE

Gaston au gazon, Sabine à la cuisine

Jean-Marie Wattiez

EN DÉBAT

ATTAC ou se contente d'aboyer ? - Annick Stevens

SOYONS CONCRETS

Le 10 juillet 2000, opium en vente libre - Cerise

SYNTHÈSE

Marée noire, pouvoir, profit
Fédération Anarchiste Bretagne

ANARCHO-SYNDICALISME

Avec la CNT, pour un autre futur - CNT

ZAPATISME

Pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme

Collectif

Un témoignage sur la Rencontre

André

DOSSIERS X

Pendant 15 ans j'ai été consommée - Régina Louf

MISE AU POINT

Quelques réponses à quelques critiques - Babar

DANS LA PRESSE

Neufchâteau bloqué par le palais royal ?

E.R. / Le Matin

MONARCHIE BELGE

Ca dégénère...

DOSSIER MAGHREB

L'Algérie après la concorde civile - Patsy

DOSSIER MAGHREB

Le Maroc de Mohammed VI - Patsy

SOLIDARITÉ SÉNÉGAL

Les caisses de crédit des femmes

Thyde Rosell

ÉDITORIAL

Le bouc-émissaire

Jorg Haider est une ordure !

Les tenants du pouvoir
qui le clouent au pilori
sont-ils pour autant des gens bien ?

Jacques ChirHaider, Louis MichelHaider, ElHaider Di Rupo, Isabelle DurHaider, AlbertHaiderHaider, Lionel Haider Jospin & Co.

Le "bonheur demain", cela veut dire le malheur tout de suite, car entre "bonheur" et "demain", c'est toute la vie qui s'écoule en une morne grisaille (F. H. Fajardie, La vingt-cinquième moustache).

Le thé source d'antioxydants. Les antioxydants sont des principes actifs qui contribuent à la protection de votre corps en renforçant vos défenses naturelles contre les effets nocifs des radicaux libres (Lipton Tea).

Je n'aime pas le soleil. Il me fait penser à certains "intellos", tendance humanisme-j'enfonce-les portes-ouvertes. Il est là en haut, au balcon, au zénith, brillant, éblouissant, rayonnant, matinal, méridional, matamoresque, toujours prêt à mettre en lumière les clairs obscurs, les ombres floues, à grand renfort de rayons inquisiteurs. Puis, quand vient le soir, le grand soir, il rougit de confusion, il se glisse furtivement, il se cache, derrière l'horizon, il se couche comme un caniche frisé et obéissant ou comme un berger... autrichien. Le fascisme n'est pas de retour en Europe, il ne l'a jamais quittée. Comment aurait-il pu d'ailleurs s'éclipser de cette Europe où toutes les portes sont cadenassées, fermées à clé de sol, où l'hospitalité, la solidarité riment avec 127 bis, Bruges la muerte ou Vottem, où le fric donne le la et bat la mesure. Haider la belle affaire. Il n'aurait pas existé que la forteresse Europe l'aurait inventé. Quel merveilleux repoussoir que voilà.

L'Europe est une merde d'États fétides. L'Europe, c'est l'Amazonie avec des piranhas à gueule de flics, des moustiques sang-sues qui se prennent pour des ministres, des arbres abattus, tronçonnés, brûlés, ignorés qui font office de catalogue des droits de l'homme.

L'Europe, c'est comme un village de Potemkine, une image publicitaire trompe-misère, un paravent anti-bruit qui, immense chape ouatée, met une sourdine aux coups de knout du quotidien marchand qui stigmatise tant d'existences ratées, pillées, avortées.

L'Europe, c'est un drapeau au bleu libéral qui bouffe toute sa surface si ce n'est l'alignement militaire, pénitenciaire, concentrationnaire, circulaire d'étoiles jaunes expiatoires. L'Europe, c'est ce stupide et totalitaire hymne à la joie des banquiers, des actionnaires des multinationales, des marchands de vent et de petits boulots. L'Europe c'est la peste brune, l'Europe c'est la peste bleue.

Au fond, Haider, c'est un Louis Michel qui aurait réussi, c'est la droite qui s'assume, c'est le même discours, la même politique que Chevènement ou Duquesne, mais avec des points d'exclamation en plus.

Haider, c'est l'image du patron dynamique, moderne, prophétique, providentiel. Là où il fait tache, c'est dans ses nostalgies gammées. Il se serait contenté de déporter des Tziganes, des gueux de tous horizons, d'enfermer dans des prisons des enfants sans papier et sans crayon pour dessiner, de noyer en méditerranée de pauvres bougres qui tentent de rejoindre l'Espagne, de traiter les chômeurs de parasites, de licencier à la pelle, de délocaliser, d'élaborer une justice plus expéditive, d'armer sa police, d'humaniser les couloirs de la mort, de se torcher le cul avec des pétitions sociales, de doper la misère sociale, de placer des caméras partout, il aurait été encensé et reçu à bras ouverts comme un Louis Michel par un non quelconque roi du Maroc, il aurait été labellisé pur démocrate et son parti libéral aurait pu siéger au sein du groupe libéral au parlement européen.

Ce qui chiffonne avec Haider, c'est qu'il a été élu dans un pays où le chômage est quasi absent. Jusqu'ici, l'équation classique, c'était France = 15 % de chômeurs = le FN à 15 %. Et cela justifiait tous les plans

d'emplois jeunes calamiteux, toutes les implantations honteuses de Disneyland et Macdoland, toutes les exportations d'armes, toutes les nuisances écologiques, tous les cadeaux au patronnat, toutes les paix et les abdications sociales, etc.

Et les syndicats de la mettre en veilleuse car l'emploi à tous prix avait depuis des décennies force de slogan : **Arbeit macht Frei**.

Et là patatras, Haider ramène le problème de "l'extrême-droite" sur un autre plan. Là où les bien pensants affirmaient qu'elle se nourrissait de l'exclusion sociale, on constate qu'elle trouve son fonds de commerce dans les frustrations des petits propriétaires, des employés brimés, des consommateurs conditionnés et dupés, des citoyens sans cesse déresponsabilisés. Les électeurs de Haider sont tous passés par les écoles publiques ou privées de l'Etat autrichien. Comme chez nous, ils ont appris petits à courber l'échine, à subir vexation sur vexation, à marcher en rangs, à s'asseoir chacun à sa place, à se bourrer la tête de matières imbéciles, à respecter l'autorité des maîtres, à bouffer de la fiente, à suivre des horaires imbéciles, à vivre l'enfance comme une compétition. Comme chez nous, ils ont assimilés les lois et les hiérarchies de la vie d'entreprise. Comme chez nous, ils ont vu le commerce primer sur l'éthique. Comme chez nous, ils ont le consumérisme chevillé au porte-feuille.

Pire, les électeurs de Haider ressemblent à tous les autres électeurs des "démocraties" européennes : mais cocus pour cocus, ils préfèrent se faire représenter sous la forme d'un bouc émissaire arborant deux petites cornes grotesques sur le chef.

Haider, c'est le miroir de l'Europe. Et dans ce miroir, l'image n'est pas belle. Mais ce n'est pas en crachant sur le miroir que l'Europe changera d'image.

Dirk F. Diederich

97.300 francs

C'est le montant de la souscription lancée en novembre-décembre 1999 par le *Collectif de soutien aux Sans-papiers du Béguinage* et récoltée sur le compte d' *Alternative Libertaire*. 97.300 francs qui auront permis (en parallèle avec l'action des théâtres bruxellois lancée par Claude Semal) de fournir des bonbonnes de gaz pendant tout l'hiver, ainsi que de la nourriture et des titres de transport afin que les Sans-papiers du Béguinage ne se fassent pas piquer bêtement dans les transports en commun. 97.300 francs qui auront permis au Sans-papiers du Béguinage de résister et de maintenir ce point d'ancrage, malgré des conditions de vie et d'organisation à la limite du supportable. Merci à nos lecteurs et à nos lectrices.

Alternative Libertaire

Donner du fil
à retordre au diable
pour se faire passer
pour des anges

La sociale-démocratie n'est pas à une contradiction près. Les faits le prouvent. Alors que Berlusconi flirte avec les néofascistes italiens, alors que la Turquie se presse aux portes de l'Europe, la classe politique se distingue par sa désinvolture. Les OGM ? Ils s'en foutent. L'Érika ? Ils s'en foutent. À ignominie égale, on préfère isoler politiquement un

Haider pour inviter cordialement un Bill Gates à venir partager les secrets d'une réussite planétaire.

Jörg Haider est confiant. Au mois de janvier, dans un entretien à l'hebdo allemand *Der Spiegel*, le populiste et xénophobe autrichien s'est dit fort peu préoccupé par le tollé que suscite l'arrivée au pouvoir de son parti : *Il fallait s'attendre à ce concert de protestations internationales. Cela dit, dans quelques semaines, tout sera calmé.*

Dans cette déclaration, il faut lire la confiance absolue du populiste aux *évidences* économiques Européennes. Afin que tout puisse rentrer dans l'ordre, le *bon sens marchand* finira inéluctablement par stériliser toute forme de protestations. Car, s'ils ont supprimé les contacts officiels avec l'Autriche, nulle déclaration n'a menacé de sanctions économiques.

Dans un monde où tous reconnaissent le totalitarisme marchand, les professionnels du consensus ne souhaitent pas remettre en cause cette *puissance-sans-visage* qui occulte le champ du politique.

Il est donc préférable pour le bien-être de tous de s'en remettre à de stériles condamnations dont le seul bénéfice revient à ceux qui les ont ratifiées : celui de ne pas avoir à prendre la responsabilité de perturber la circulation de la marchandise.

Dans le même entretien : *Nous devons être parfaitement conscients qu'un régime autoritaire, voire totalitaire, peut très vite émerger d'une situation démocratique.*

Haider nous met en garde contre ce qui est une évidence avérée depuis déjà une bonne dizaine d'années. À savoir que le totalitarisme marchand prodigue aux consommateurs de toutes bourses, un vaste assortiment d'aliénations : recours aux pseudo-alternatives au désespoir (consommation jamais assouvie de médocs, de culture et de voyage, de sexe et d'"amitiés"), participation illusoire aux processus démocratiques (de droite à gauche, la même impuissance politique), irresponsabilité tant politique (vote délinquant pour l'extrême-droite populiste) que collective (ou sociale : on laisse bien pourrir les vieillards

dans des mouiroirs où leurs petits-enfants, gorgés de Ritaline, les visitent avec des regards cathodiques !) exhortant le pessimisme beauf du *qu'y-puis-je-seul-devant-mon-écran ?*, et l'individualisme militant à la *moi-ça-me-va-je-mange-bio-au-fond-des-bois-et-toi ?*

Selon la rhétorique antifasciste, les national-populismes Autrichien, Suisse, Flamand ou Italien se nourriraient essentiellement de l'extrême-droite traditionnelle, des nostalgiques du IIIème Reich aux hooligans des stades de foot. Cette interprétation des faits est incomplète et fort commode. Elle a le double avantage de permettre à l'Europe sociale-démocrate de redorer son blason en pleine crise morale et de masquer son impuissance à lutter contre la mercantilisation non moins totalitaire de leurs démocraties. Et cela, en refusant la réalité : en effet, Haider recrute principalement chez les jeunes et chez les ouvriers déçus de l'austro-socialisme.

Car enfin, si le FPÖ, le Vlaams Blok ou la Ligue du Nord (en Italie) connaissent un aussi grand succès, cela tient avant tout à l'écœurement que provoquent *les démocraties périmées*. Les populistes ont en outre eut le machiavélisme d'exploiter à fond ce malaise en usant du seul discours qui vaille à présent d'être écouté : celui de la marchandise.

Nationalisme et multinationalisme : même public, même créneau, même combat

Face à une classe politique confite dans son ronron satisfait, Jörg Haider, véritable produit de la société du spectacle, enfant lifté et bronzé d'Internet et des culottes de peau, est apparu comme un play-boy moderniste au parler vrai secouant le panier des vieux crabes qui se partagent l'assiette au beurre (J-F Khan, Marianne, du 7 au 13 février 2000).

Il faut effectivement reconnaître en Haider, un parfait mercenaire de la marchandise. Avec le même appareil et discours de la séduction qu'un hamburger de chez MacDo, il recrute son électorat chez les individus acculturés par l'univers marchand : *jeunes branchés* vouant un culte

sans borne à la consommation et ouvriers dont le désir se mesure en besoin d'acheter. Ainsi, la vague dialectique politico-marchande du populiste permet au désespoir citoyen - en réalité au besoin de résoudre les frustrations d'une vie vide et aseptisée - de choisir son camp comme on fait ses courses au supermarché : sans choix décisionnel véritable et sans s'engager particulièrement.

À gauche ou à droite, les partis traditionnels ont fait de l'engagement politique de papa un produit préfabriqué conformiste et fade. C'est avec la même logique dépurative que les populistes européens ont emballé les sentiments nationaux. Dès lors, politique et sentiments nationaux sont devenus des produits jetables, dont on fait la publicité, et que la population considère comme tel, c'est-à-dire avec étourderie. L'esthétisation de la communication (voir skier Haider ou Berlusconi donner une recette de pâtes-maison comme propagande électorale) et l'absence de jugement critique sont les conséquences inévitables de la marchandisation de la démocratie. Le message politique authentique s'est dissous. Ainsi, tout projet réel de société s'est subordonné à la création d'un nouveau type de marchandise : la politique.

Klauski

ANTIFASCISME

Haider
n'est pas Hitler

Autant le savoir, car pas mal de gens se sont laissés prendre : le site internet du parti de Jörg Haider, le **FPÖ** (www.fpö.at) est caricaturé depuis septembre 99 par *Tequilin*, un collectif d'artistes d'origine américaine. L'internaute qui tape *fpo.at* atterrit sur ce qui ressemble à

un site officiel. S'il consulte la liste de liens il arrive au... Ku-Klux-Klan, à Stormfront, organisation nazie, et sur d'autres sites du même acabit: l'"artiste" Hitler est mis en avant, le "panthéon des héros" glorifie Faurisson...

Tequilin est un collectif d'artistes qui souhaite, par cette parodie, dénoncer la politique menée par le FPÖ. Qui dit parodie dit démesure. Mais ne faudrait-il pas prendre la mesure exacte du phénomène Haider ? Certains estiment qu'on peut s'en passer. Peu importe que Haider soit dangereux ou pas. Nous devons l'arrêter avant qu'il ne le devienne. C'est le raisonnement de l'éditorial du *Nouvel Observateur* (le 10 février 2000): *Depuis que l'on s'est reproché de ne pas croire les gens sur parole, de ne pas avoir su lire Mein Kampf et de ne pas avoir su combattre le mal annoncé pour rendre impossible son émergence, le procès dit d'intention est devenu pour les Occidentaux une sorte d'obligation politique et morale. Par peur d'assister impuissant à un "passage à l'acte", on en dénonce l'intention pour que ce passage n'ait pas lieu. Mais ce n'est pas un acte que l'on dénonce ainsi. On a politiquement et moralement raison. Mais on aurait juridiquement tort si l'on prétendait se référer à un droit quelconque* (<http://www.nouvelobs.com/edito/index.html>).

On a donc *politiquement et moralement* raison de faire un procès d'intention à l'Autriche, *sans se référer à un droit quelconque*. Nous devons stopper Haider parce que *nous* nous sommes trompés en n'arrêtant pas Hitler. Or, ce n'est pas parce que nos parents (ou grands-parents) se sont trompés en sous-estimant Hitler qu'on ne peut pas commettre l'erreur inverse en *surestimant* Haider.

Le *Nouvel Observateur* conclut d'ailleurs son enquête sur Haider de la manière suivante: *Haider n'est pas un sympathisant borné du IIIème Reich (...) Le noyau dur, idéologiquement fixé sur des doctrines totalitaires (néonazisme, néofascisme, national-révolutionnaire, militarisme, racisme agressif...), qui constitue l'armature traditionnelle des formations d'extrême droite militante, est devenu quasiment invisible dans le FPÖ ou l'a quitté. Rien n'indique que les électeurs extrémistes de droite votent aujourd'hui pour le FPÖ.*

Si cette conclusion est correcte le FPÖ n'est donc pas un parti d'extrême-droite, néonazi, néofasciste, raciste. Alors pourquoi ce vacarme?

La "panique Haider" serait-elle une variante idéologique du bug de l'an 2000, entretenue par des partis démocrates peu fidèles à leurs idéaux, qui trouvent là un moyen de s'offrir un lifting politique sans douleur. Haider n'est-il pas le "bon" mauvais dont nous avons besoin pour nous sentir dans un régime parfaitement démocratique?

Il faut savoir que les États les plus acharnés à dénoncer Haider sont la Belgique, la France et l'Allemagne, qui croulent littéralement sous les scandales (par exemple en Allemagne, l'affaire Kohl). Il est en tout cas remarquable de voir nos Ministres (Louis Michel, Di Rupo, Onkelinks...) organiser des manifs contre Haider, alors qu'ils paraissent nettement moins pressés de clarifier quelques affaires intestines : l'assassinat de Lumumba (il y a 40 ans), le génocide au Rwanda (il y a 10 ans), et surtout l'étouffement récent de l'enquête sur les dossiers X (en cours). Il semble que les dures paroles de Haider (*un gouvernement corrompu protégeant des pédophiles*) n'aient pas manqué leur cible...

Marc Reisinger

pour.la.verite@club.worldonline.be

NB : Mon but n'est évidemment pas de défendre Haider, mais bien l'esprit critique et de l'appliquer d'abord là où il est le plus nécessaire : sur soi-même.

LU DANS LA PRESSE LIBRE

Qui dénie son passé se condamne à le revivre !

L'ancien chancelier autrichien Kreisky aurait dit un jour que le génie des Autrichiens a consisté à faire croire que Hitler était allemand et que Beethoven était autrichien. Ce qui nous rappelle opportunément qu'il

s'est toujours trouvé des Autrichiens qui ne sont pas dupes de certains traits du rapport de dénégation entretenu par leur propre pays à son histoire.

Après guerre, en effet, alors que le pays avait ratifié à la quasi unanimité l'Anschluss de 1938, l'Autriche "démocratique" naissait des cendres du Reich en inscrivant dans le préambule de sa constitution une formule par laquelle elle s'auto-désigne comme *la première victime du national-socialisme*. Moyennant quoi elle aura évité la douloureuse mais salutaire épreuve de l'examen de conscience collectif, permettant aux débris du nazisme de se regrouper dès 1956 dans le FPÖ, qui s'auto-proclame sans vergogne *Parti libéral autrichien*, et dont Haider a pris la direction en 1986, pour l'amener aujourd'hui au pouvoir.

Celui-ci a ainsi pu surfer sur un courant conservateur et xénophobe, profondément enraciné dans la population. Quiconque a séjourné une fois dans la campagne autrichienne, s'est mêlé à sa population et a écouté ses conversations, a pu reconnaître les thèmes les plus familiers de ce courant : le goût de l'ordre, de la propreté, de l'*Anständigkeit* (mot à peu près intraduisible : le conformisme érigé au rang de politesse), le culte de l'entre soi et la méfiance à l'égard de l'étranger n'en sont que les plus avouables. Quant à l'antisémitisme, il va tout simplement de soi. Rappelons qu'au début des années 1960 encore, on a vu des étudiants défiler dans Vienne aux cris de *Juda, verrecks!* (Morts aux juifs). Et quand le passé nazi de Kurt Waldheim fut révélé, cela ne l'empêcha pas d'être élu à la présidence en 1987.

L'Autriche n'a cependant pas été la seule à pratiquer cette stratégie de blanchiment de son engagement pro-nazi. Le même type d'attitude et de discours a permis à la France républicaine de maintenir, cinq décennies durant, la fiction d'un Vichy imposé par l'occupant, alors que les travaux des historiens, depuis Paxton, avaient établi combien le régime pétainiste avait été bien au delà des attentes et demandes des petits copains à la croix gammée en matière de collaboration. Et là encore, cela aura permis à l'extrême droite française de refaire surface dans les années 1980.

Même si la prégnance d'un passé non assumé ne saurait expliquer seule la capacité de l'extrême-droite à jouer des contradictions du présent, elle y contribue cependant. Tant il est vrai que la mémoire, reconstruction du passé, est une force active dans la construction du présent et de l'avenir.

À Contre-Courant
1 rue Hugo, 52100 Bettancourt

Tract du Front AntiFasciste de Verviers

Contre Jörg Haider
et la barbarie rampante

La cible du nationalisme de Haider en Autriche, tout comme celle des flamands du *Vlaams Blok* en Belgique, réside moins dans la haine de l'étranger que dans l'animosité et le mépris envers les plus faibles de tout type.

Les idées de l'extrême droite moderne sont essentiellement fondées sur un racisme anti-pauvre ; l'étranger riche, lui, est toujours bien accueilli.

Ainsi, dans toutes les régions opulentes de l'Europe, *la race se définit aujourd'hui par l'argent*, constate l'écrivain autrichien Karl-Markus GAUSS (1).

L'Autriche
compte parmi les pays
les plus riches
du monde
et pourtant la haine
règne dans ce pays

Si le parti libéral de Jörg Haider (FPÖ) a pu croître et s'enraciner dans la société autrichienne, ce n'est pas parce qu'il s'est civilisé, mais au contraire parce qu'il a osé affirmer ses tendances barbares.

Pour comprendre le phénomène autrichien, il faut avoir présent à l'esprit que la victoire de Haider repose avant tout sur la barbarie rampante de la population.

Le succès que connaît aujourd'hui le FPÖ tient relativement peu à l'extrême droite traditionnelle, même si celle-ci lui sert toujours de refuge politique. Non, ce qui est beaucoup plus important, c'est qu'il touche de plus en plus de gens, et leur permet d'atteindre leurs propres objectifs B dans une société où le darwinisme social constitue le quotidien de centaines de milliers de personnes.

Ainsi, bon nombre d'électeurs n'ont fait qu'appliquer avec retard dans la politique ce qu'ils avaient déjà depuis longtemps accompli sur le plan social.

Ces dernières années, un courant libéral, fondé sur le darwinisme social (la loi de la sélection *naturelle*) a corrompu la société, de telle façon qu'en Autriche, comme partout ailleurs, une vive hostilité B une sorte de petite guerre civile B contre les plus faibles est à l'ordre du jour.

Le racisme a-t-il une place dans un pays qui vit du tourisme ?

De même que les patrons de l'économie ne se cachent plus derrière un discours social pour afficher leurs objectifs et les imposer aux politiques, de même, plus personne ne juge utile de camoufler qu'il approuve le durcissement de la situation sociale et politique. Troublés, les commentateurs se demandent soudain comment un parti d'extrême droite peut triompher dans un pays aussi stable et prospère que l'Autriche. Quiconque s'en étonne se figure encore l'image des milices nazies répandant la terreur dans les rues. Or, il y a longtemps qu'existe en Europe un extrémisme des gens aisés, dont la nouvelle forme de racisme B essentiellement économique B vise à détruire les structures sociales existantes.

L'égoïsme impitoyable B tel qu'il nous est mis en scène, sous couvert d'amour de la patrie, à grand renfort de logorrhée folklorique B a des antécédents partout ailleursY

Il est évident que le racisme inscrit dans le mythe du sang n'a plus sa place dans un pays qui vit du tourisme. Ce racisme-là, présent dans le limon social depuis la nuit des temps, n'est plus le seul dans l'Europe de l'intégration, dans l'Autriche de la prospérité, et ce n'est d'ailleurs pas lui, aussi repoussant soit-il, qui présente aujourd'hui le plus grave danger. Dans toutes les régions riches, on a plutôt recours à de nouveaux stigmates raciaux pour classer les êtres humains en bons et en méchants : la race se définit aujourd'hui par l'argent. Celui qui n'en a pas est un étranger ; celui qui en manque est un métèqueY même s'il est de chez nous !

Les racistes bon chic bon genre des haut lieux touristiques du Tyrol, qui ne souffriront jamais que quiconque puisse mettre en danger leur style de vie, n'ont rien à voir avec les racistes à l'ancienne mode, lesquels continuent à s'enflammer pour la nation germanique et la supériorité de la race blanche. Aujourd'hui, la composante multiculturelle est la bienvenue. Les jaunes du Japon sont des hôtes qui payent, ils sont donc aussi bien accueillis que les Verts allemands.

Quelle que soit la tonalité nationaliste que se donne l'extrême droite, elle n'a jamais rien eu contre les étrangers reconnaissants de faire, contre un salaire de misère, les sales boulots que plus personne n'est prêt à accomplir, ni contre les étrangers fortunés, satisfaits de venir dépenser leur argent dans ces magnifiques contrées touristiques. En revanche, l'extrême droite mobilise une aversion particulière à l'encontre d'un nombre croissant de nationaux, traité notamment de "*parasites sociaux*", qui se muent progressivement en exclus et en étrangers dans leur propre pays.

Détrompons-nous : nous ne vivons pas un retour au passé. L'Autriche n'est pas à la veille de voir resurgir le spectre du national-socialisme. Cependant, il ne faut pas non plus sous-estimer ces opulentes brutes qui ont pris en main le FPÖ (mais qui existent aussi dans d'autres formations politiques) : pour protéger ce qui leur est cher, ils sont prêts à brader tout ce que nous considérons comme les acquis de la civilisation.

Le danger ne vient pas du fait que Haider, comme beaucoup le croient à tort, soit un incurable nostalgique du nazisme. Son populisme se nourrit effectivement des ressentiments du passé, mais la rapacité brutale dont le FPÖ se fait le porte-voix est, elle, bien d'aujourd'hui. Et elle a de l'avenir en Europe, pas seulement en Autriche.

D'après

Karl-Markus GAUSS

Source : *Courrier International*
n°483 pp. 32&33.

(1) Écrivain et essayiste autrichien. Editeur de la revue littéraire *Literatur & Kritik* (Salzburg).

Vainqueur par défaut ?

Le 3 octobre dernier,
un nuage brun
est apparu au-dessus
de l'Autriche.

En effet, ce jour-là, 27% des Autrichiens s'étant rendus aux urnes apportaient leurs suffrages à un play-boy cinquantenaire, Jörg Haider, leader du FPÖ. Ainsi donc, c'est une formation d'extrême-droite qui se positionnait comme la deuxième force politique du pays, loin derrière le parti social-démocrate, mais juste devant l'ÖVP, le parti conservateur de la droite modérée.

Pour mieux comprendre ce qui s'est produit dans cette austère contrée, il faut se rappeler que la scène politique autrichienne se résumait à un jeu subtil entre conservateurs et socio-démocrates. Ces deux formations se partageaient consciencieusement le gâteau, les postes, les responsabilités. Et depuis 13 ans, ils formaient même la coalition gouvernementale.

De fait, le FPÖ de Jörg Haider est apparu comme la seule force anti-consensuelle autrichienne. Plafonnant pendant longtemps à 5% de l'électorat, le FPÖ a subi un profond lifting sous l'impulsion de Jörg Haider. Ce dernier, qualifié de beau gosse et de séducteur, est un leader charismatique, jeune et dynamique. Comme le souligne le journaliste autrichien Danny Leder, Haider est *un mélange entre Le Pen, Mégrét et Bernard Tapie*. Et s'il y a neuf ans, il se laissait aller à vanter les mérites de la politique de l'emploi du parti nazi allemand, depuis, il a su éviter de répéter ce genre de propos, même s'il sait qu'une frange importante de la population autrichienne est loin d'être en désaccord avec ses idées.

C'est aussi un habile manœuvrier, plus habile pour l'heure que nos deux tristes sires hexagonaux. Le FPÖ a réussi à agréger autour de lui, à la fois un électorat très populaire, puisque 45% des électeurs ouvriers ont voté pour lui, mais également de larges pans de la bourgeoisie d'affaires gagnée au néo-libéralisme. À cela s'ajoute le fait que le FPÖ, bien que créé à la sortie de la deuxième guerre mondiale par d'anciens nazis, s'est transformé durant les années 70 en un parti libéral bon teint qui fut même partenaire de la coalition du chancelier socialiste Bruno Kreisky. Alors que le Front National s'est bâti contre la *bande des quatre*, le FPÖ, lui, a toujours fait partie, même marginalement, du monde politique autrichien.

Avec un taux de chômage très faible, puisqu'inférieur à 5%, une bonne santé économique, on aurait pu penser que l'Autriche serait restée à l'abri de l'extrémisme politique. Mais voilà, la mondialisation fragilise et interpelle tous les peuples. Pendant quarante ans, les frontières autrichiennes étaient étanches. À l'Est, c'était le bloc communiste, le socialisme réellement existant. Avec l'effondrement du mur, l'Autriche s'est trouvée confrontée au problème de l'immigration.

Ceux qu'elle plaignait jadis de vivre sous la botte stalinienne sont maintenant dans ses rues et y cherchent du travail. Les Autrichiens n'en avaient pas l'habitude. Il est vrai qu'en matière de xénophobie, la social-démocratie autrichienne savait y faire. La puissante centrale syndicale qu'elle dirige s'est toujours opposée à l'afflux de main d'œuvre étrangère afin que cet afflux ne fasse pas pression sur les salaires plutôt élevés ; dans le même ordre d'idées, ce sont les mêmes socio-démocrates qui interdisent toujours aux étrangers l'accès aux logements sociaux ! Citons Danny Leder encore : *Lorsque les frontières sont tombées, que les touristes tchèques et hongrois ont déferlé, que des réfugiés de l'Europe balkanique et d'ailleurs sont arrivés, une partie de la population autrichienne s'est sentie déstabilisée. C'est une population qui était habituée à un monde fermé, stable, où il n'y avait pas de licenciements mais, au contraire, des emplois à vie, et tout, brusquement, coïncide : ouverture des frontières, globalisation, démantèlement des services publics, même si cela se passe plus lentement qu'en France.*

Face à un tel désarroi, le discours technocratique est de peu de poids.

Comme le discours révolutionnaire est encore moins présent là-bas qu'ici, les populistes démagos ont de fortes chances de faire leur beurre. Pour combien de temps ? Je ne sais pas. Souhaitons que ce ne soit pas pour 1000 ans.

Patsy

LA CHRONIQUE DE GUN

Le fond de l'air effraie

Que font donc les humains
dans cette société?

On n'ose pas trop le dire,
mais ils se tuent au travail.

Au sens propre, comme au figuré.

La CSC (la *Centrale des Syndicats Chrétiens*) a fait savoir récemment que dans le seul secteur du bâtiment, on a dénombré dix morts sur des chantiers ces deux derniers mois. Au moins un mort par semaine.

Un exemple parmi tant d'autres: le jeudi 10 février, la radio annonce qu'une grue, située sur un chantier en plein cœur de Bruxelles, menace de s'effondrer. Effectivement, le lendemain, la flèche de la grue se détache, provoquant la chute de deux ouvriers qui se trouvaient en haut de l'engin pour tenter de le réparer. Les deux hommes furent tués sur le coup, 35 mètres plus bas. L'installation d'une deuxième grue pour effectuer la réparation eût été trop coûteuse.

Le journal *Le Soir* a estimé que l'événement ne méritait que quelques lignes en bas de page dans le 2^{ème} cahier, consacré aux infos régionales. L'auteur de l'article a évidemment oublié de mentionner le nom des meurtriers et n'a pas précisé, non plus, que la firme *Vanden Weghe*, pour laquelle les deux ouvriers ont laissé leur vie, et qui compte 200 travailleurs, ne possède pas de délégués syndicaux, ni de comité sécurité-hygiène, étant donné que le personnel est réparti dans des petites sociétés fantoches de sous-traitance.

Quelque temps auparavant, l'assassinat crapuleux d'un libraire occupait la une de toutes les gazettes. L'affaire avait pris l'ampleur d'un drame national et des manifs furent même organisées. L'insécurité était à l'ordre du jour, et la médiatisation de cet événement apportait, du même coup, de beaux gros arguments en faveur du projet de loi du Ministre de la Justice, projet qui vise à instaurer un système de justice expéditive B dans les cas de flagrants délits B, par la mise en place d'une procédure de comparution immédiate, ne laissant aux avocats que quatre jours pour consulter les dossiers.

Mais ne faisons pas d'amalgame grossier, les promoteurs, les entrepreneurs du bâtiment et leurs contremaîtres ne sont pas des assassins. Ils ne risquent donc pas de comparaître immédiatement.

Cravate

Dans le nE6 du magazine *Victor* (supplément du journal *Le Soir* du samedi), Marc Moulin s'est fendu d'une petite chronique amusante sur le port de la cravate, *cette flèche de tissu qui indique si ostensiblement la direction de son modèle*: le phallus.

Nous entrons dans le troisième millénaire habillés en notaire, écrit-il, nous euthanasions, nous voyageons virtuellement sans quitter notre fauteuil, nous opérons au laser sans ouvrir le corps, à condition que tout cela se fasse en cravate. Il faudrait tout citer, tant ce petit billet regorge d'esprit.

Toutefois, Marc Moulin a voulu éviter *les poncifs de "liberté" ou de "contrainte" associés à la cravate*. Il n'aurait pas été inutile, pourtant,

de rappeler que la cravate est avant tout une laisse morale, une corde au cou psychologique. Si la cravate est de rigueur dans la plupart des milieux professionnels, y compris ceux de la mafia, c'est bien parce qu'il est souhaitable que les employés se déshabituent autant que possible du goût de la liberté. Voilà sans doute sa véritable raison d'être.

Gauche, droite, hune, deux...

De toute façon, la gauche ou la droite, c'est pareil, voilà une remarque qu'on entend de plus en plus souvent.

Il fut un temps, pourtant, où les idées de droite et celles de gauche divisaient la société. Les familles se disputaient à table, on vivait des drames, les soupières volaient en éclats, il fallait constamment repeindre les salles à manger.

Aujourd'hui, alors que la droite s'efforce de tenir un discours modéré, humanitaire et social (mais prudent, tout de même), la gauche, quant à elle, s'applique à mettre en œuvre méthodiquement B et très habilement B une politiqueY de droite. Les partisans des deux camps en restent estomaqués, comme s'ils avaient avalé un grand fleuve d'un seul coup; les débats politiques se liquéfient; on n'y entend plus que des soupirs désabusés qui témoignent d'un constat d'échec et d'impuissance de toute part.

Ainsi, les repas de famille sont devenus terriblement ennuyeux, et même carrément lugubres. Le tonton syndicaliste fait peine à voir, depuis qu'il ne se sent même plus la force de brandir sa fourchette pour menacer le petit beau-frère, catholique et réactionnaire.

Mais, dans le fond, les choses ont-elles vraiment changé ?

Si les révolutionnaires de jadis prétendaient renverser la bourgeoisie, ils n'ont toutefois réussi à convaincre les peuples de l'Europe de l'Est que le temps d'éphémères révolutions. Ces mouvements révolutionnaires n'ont rencontré, du reste, que très peu de succès dans nos contrées. Il

faut dire que, chez nous, dès les premières heures des luttes ouvrières, les socialistes étaient là pour occuper le terrain et veiller à ce que *les choses n'aillent quand même pas trop loin*.

Depuis toujours, les socialistes n'ont fait que proposer aux prolétaires la perspective de se métamorphoser, à leur tour, en bourgeois. Le mirage a si bien fait illusion qu'ils sont parvenus à se hisser au pouvoir un peu partout, entraînant le corps social tout entier dans un cul-de-sac épouvantable.

En abandonnant aveuglément leur confiance à un capitalisme affublé du masque faussement souriant de la social-démocratie, qui leur promettait à la fois le confort matériel et le confort de la pensée, les travailleurs se sont endettés jusqu'aux yeux, pour une fermette-flamande-clé- sur- porte-en-bordure-de-fagnes, pour une cuisine équipée, pour une bagnole ou pour un mirifique bidule quelconque, à tel point qu'ils sont devenus incapables d'entamer la moindre action d'envergure contre ce système qui les étouffe et les accule, en leur fournissant un semblant de bien-être, essentiellement matériel, autour duquel ils tentent péniblement d'organiser la parodie de leur bonheur.

Ce désarroi qui semble pénétrer si profondément la société résulte avant tout d'un sentiment de tarissement des possibilités humaines, et cette impression est si prenante qu'il semble que personne ne soit en mesure d'échapper à cet intégrisme de la mauvaise augure.

Pour sortir d'une telle impasse, la solution la plus évidente serait pourtant de faire demi-tour, aussi sec, sans chipoter. Hélas, la plupart des gens continuent de se cogner la caboche contre les murs de cette société amphigourique, jusqu'à l'épuisement, jusqu'à en devenir malades, et parfois même jusqu'au suicide.

Des psychologues agréés sont alors chargés d'apaiser les douleurs et de soigner les séquelles, mais surtout d'empêcher les déviances idéologiques, en forçant chacun à participer coûte que coûte, et malgré lui, à la logique de ce système absurde.

Le Goulag psy

Il faut être fou pour croire que les patrons vous exploitentY Vous gagnez votre vie.

Il faut être fou pour croire que la gendarmerie vous surveilleY Elle vous protège en vous conseillant de mettre votre ceinture de sécurité. Il faut être fou pour croire que les commerçants vous font bouffer de la merde sous plasti- queY Ils vous offrent une nourriture de qualité à des prix "discount".

Il faut être fou pour croire que l'école vous rabâche des mensongesY Grâce à elle, vous accédez à la connaissance.

Il faut être fou pour croire que la Justice est un instrument de classeY Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Il faut être fou pour croire que les armées sont des bandes de tueurs organisésY Elles défendent "nos" intérêts nationaux.

Il faut être fou pour croire que vous pouvez renverser le systèmeY Nos psychologues vont s'occuper de votre cas. (D'après un texte anonyme, paru dans Alternative Libertaire n°3, d'avril 1976).

Les quelques lignes, citées plus haut, furent publiées dans AL, il y aura bientôt vingt-cinq ans, et il me semble qu'elles n'ont pas pris une ride.

Il n'y a rien ni personne que j'abomine autant que la psychologie et les psychologues.

Les psys sont de véritables flics du cerveau, les pires gardes-chiourmes qu'un système social ait jamais produit. Il faut remonter à l'inquisition du moyen-âge pour rencontrer des personnages aussi vicelards. De même que l'inquisition brûlait les hérétiques, non pas pour leur faire du mal, bien sûr, mais pour les *purifier de leurs pêchés*, les psys ne tracassent les gens que pour leur bien, afin de les *aider à s'intégrer*. Pour ce faire, les psychologues sont partout: dans les Centres Publics d'Aide Sociale, dans les écoles, dans les entreprises, dans les prisonsY où ils ont pour mission de forcer les gens à "*s'insérer*".

Autrefois, c'était le sabre et le goupillon qui régnait sur les populations. La société était dominée par la noblesse, détentrice du pouvoir *temporel*, et par le clergé qui avait en charge les affaires *spirituelles*. Aujourd'hui, la cotte de maille et l'épée sont avantageusement remplacées par la vidéo-surveillance et la carte de crédit ; le confessionnal, par *l'entretien psychologique*.

Les économistes et les financiers se sont substitués aux princes et aux seigneurs, tandis que les évêques et les prêtres ont fait place aux psychiatres et aux psychologues, assurant, de cette façon, la conservation d'un ordre des choses ancestral.

Les psychologues règnent sur les esprits d'aujourd'hui de la même manière, qu'autrefois, la religion bourrait le mou du peuple pour le faire crever de trouille, le rendre obéissant, et le maintenir en captivité morale.

Oh ! Bien sûr, on trouvera toujours, ça et là, des psychologues qui se disent "de gauche", qui "travaillent sur le terrain", tout comme jadis il existait des curés de campagne débonnaires, tolérants, pétris de bienveillance pour leurs ouailles, et qui s'avéraient être, finalement, de bien braves types. Il n'empêche qu'ils ne s'en référaient pas moins à l'idéologie de la croix, en toute bonne foi (si l'on peut dire). Ces bons curés n'étaient habités que par la seule aspiration de secourir leurs frères en détresse, de même que nos psychologues actuels ne souhaitent que *l'assimilation des cas difficiles*.

Or, pour accéder au paradis capitaliste, il faut être capable de passer par le chas d'une aiguille, et les nouvelles formes de *sélection* pratiquées par les psychologues deviennent, dès lors, des nouvelles formes de fascisme déguisé. Le fonctionnement en est simple: il s'agit d'abord de réduire l'intelligence et les sciences à la seule fonction de la rentabilité économique, en établissant des programmes d'éducation et de formation destinés à façonner des individus drillés à la productivité, facilement stimulables à la consommation, puis jetables une fois usés ou devenus inutiles; ensuite, il suffit d'exclure systématiquement tous ceux qui ne sont plus indispensables à cette logique économique

(chômeurs, sdfY) et de traiter ces exclus comme des animaux domestiques, des handicapés mentaux, voire des déchets encombrants.

Voilà où nous en sommes. Et il faudra bien se décider à nous battre, si l'on ne veut pas que ça s'aggrave.

Gun

SYNTHÈSE - SCALP-RÉFLEX

Liberté de circulation

**La fermeture des frontières
met en danger
nos libertés fondamentales.**

Dans le monde d'aujourd'hui, tout est mis à la sauce néo-libérale, recherche perpétuelle du profit qui se traduit par la dégradation des conditions de vie de la majorité des habitants de la planète au profit de quelques uns (20% de la population mondiale possède 85% des richesses planétaires).

Les États dominants (USA, Europe, Japon...), véritables camps de consommation, se sont ainsi dotés d'outils de répression en matière de liberté de circulation : ils récoltent les richesses mais ils doivent se protéger des dégâts qu'ils produisent. Cette domination économique, technique, diplomatique, militaire et politique a des effets désastreux sur la nature et sur les humains. Comme il n'est pas question d'assumer les conséquences de ces actes, ces États doivent trouver des méthodes pour continuer à profiter de la situation en rejetant les responsabilités sur d'autres.

L'ordre mondial est bien un ordre impérialiste, et l'Europe y participe pleinement.

De plus, ce véritable apartheid social se développe au sein même des pays riches : logement, éducation, santé... deviennent peu à peu des services de luxe.

Les formations politiques, influencées par le discours de l'extrême-droite agitent le spectre de l'invasion et exacerbent les sentiments xénophobes et racistes : il faut se protéger des flux de populations qui arrivent du Sud et de l'Est ! Les regards se tournent ainsi vers les étrangers, les migrants, et non vers ceux qui détiennent les richesses.

Les pauvres de tous les pays n'ont plus qu'un choix : crever là où ils gênent le moins, loin des caméras et des opinions publiques. Dans un monde où, selon la Banque mondiale, deux milliards de personnes vivent avec un dollar en poche par jour, tout circule (touristes, hommes d'affaires, marchandises, idées...) mais pas les pauvres.

En France, la confusion entretenue autour de l'immigration et de ses effets a permis aux gouvernements qui se sont succédé depuis la guerre de légitimer les discours et les pratiques xénophobes (déjà Léon Blum, en 1936, affirmait : Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers puissent, sur notre territoire, prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure et provoquer troubles et désordres).

On prétend combattre Le Pen en appliquant sa politique (L'immigration source de tous les maux de la société).

SCALP/Reflex, par sa réflexion/action sur l'antifascisme radical a porté une attention particulière au discours de l'extrême-droite et à son glissement progressif à la gauche classique, pénétration des idées racistes que l'on appelle communément lepénisation des esprits. À noter particulièrement la propagation du racisme différentialiste qui permet de justifier la préférence nationale au nom du droit à la différence, du droit de protéger la nation française. La perpétuelle invocation de l'État nation étant elle-même synonyme d'exclusion, le thème de la

différence alimentant celui du danger et fondant le besoin de sécurité. Tous ceux qui sont hors-normes sont à traiter différemment : les immigrés, les SDF, les exclus...

Dans l'Europe de Schengen, la liberté de circulation et d'installation est possible, mais seulement pour ses ressortissants. Le principe de libre-circulation est donc bon mais pas pour les non-communautaires. Cela se traduit par une gestion policière et utilitaire des flux migratoires et un alignement progressif des législations des différents pays concernant l'immigration, sur des bases de fermeture des frontières. Conception d'un espace à défendre, dont les étrangers non communautaires sont les hôtes indésirables (Europe forteresse). Cela pousse à la xénophobie, à la haine, à l'enfermement sur soi, au déclin.

Tirer sur des personnes alors qu'elles veulent franchir les frontières devient un devoir (frontières allemande, française...), maltraiter ou tuer des gens en les expulsant est possible (Sémira Adamu), etc.

Voilà pourquoi la liberté de circulation et d'installation des hommes et des femmes, associée à la réappropriation et à la redistribution des richesses est la seule alternative possible pour ceux et celles qui refusent ce monde néo-libéral qui souhaite faire de la population mondiale une main d'œuvre corvéable à merci et au moindre coût.

Pour montrer que la liberté de circulation et d'installation des personnes est possible et même souhaitable, nous allons rapidement examiner les effets néfastes, pour nos libertés à tous, de l'application de ces lois pour étrangers, puis nous démonterons les arguments avancés par les partisans de la fermeture des frontières.

**Les conséquences
de la fermeture
des frontières
sur nos libertés
fondamentales**

Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État (Art.13, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme).

Ces droits de l'homme, dont la majeure partie des pays riches se réclament, sont niés quotidiennement et officiellement. Cela pose le problème de la légitimité de ces États qui appliquent le contraire de ce qu'ils prônent. Ainsi la France, pays des Droits de l'Homme et du Citoyen, ne reconnaît même pas le statut de citoyen à des personnes qui y vivent pour la simple raison de leur nationalité non française...

Ce sont les mêmes qui affirment qu'il faut fermer les frontières (en France depuis 1974) sachant pertinemment que *l'immigration zéro* est impossible. On ne peut empêcher les gens d'aller quelque part s'ils y tiennent absolument. Il y aura toujours des flux migratoires (souhaités ou non). Ainsi, en 2015, il est prévu, par le Commissariat au Plan, que l'économie française aura besoin de main d'œuvre étrangère. Cela pose directement le problème de la libre installation. En effet, si l'on refuse de voir le cadre de l'existence des migrants réduits aux variations de l'échange marchand, il n'y a pas d'autre alternative.

Dans l'Europe de Schengen, véritable citadelle assiégée, sous prétexte de lutter contre le terrorisme international et le travail clandestin, des mesures policières sont prises sans aucun contrôle démocratique, avec en particulier la création du SIS (*Système Informatique Schengen*) qui va permettre le fichage de toute personne impliquée dans un délit ou un crime (même les témoins).

L'immigration légale devient donc de plus en plus difficile : les seuls parmi les pauvres à pouvoir bouger sont les demandeurs d'asile, les membres de familles et quelques étudiants. Mais même pour eux c'est un véritable parcours du combattant. Le droit d'asile est devenu une grâce accordée très rarement (par l'OFPRA en France) et les restrictions qui pèsent sur le regroupement familial ne cessent de s'accroître.

Cette politique de l'immigration est caractérisée par son arbitraire et son secret : utilisation de camps de rétention administrative, où les

sans-papiers sont enfermés sans jugement avant d'être expulsés, contrôles au faciès (avec le plan *Vichypirate* qui permet de chasser les étrangers en situation irrégulière sans arrêter de terroristes...), fichage avec la circulaire Chevènement qui, par ailleurs, a permis de "régulariser" (cartes de 3 mois ou d'un an...) arbitrairement une partie des sans papiers de France etc...

Ces sans-droits constituent ainsi un réservoir inépuisable qu'on vide régulièrement. Pas besoin de rafles.

On assiste à la reproduction classique de l'association immigration-insécurité-crise économique. Les immigrés (réguliers et irréguliers) sont ainsi criminalisés : application de la double-peine (prison + expulsion) et de la triple-peine (prison + expulsion + maladie grave). Cela a tendance à *accroître la méfiance à l'égard des étrangers et à augmenter la crédibilité de ceux qui incitent à une politique démagogique d'exclusion et de xénophobie* (Commission Consultative Nationale des Droits de l'Homme).

La fonction publique se transforme ainsi en auxiliaire de police : dénoncer les clandestins est un devoir civique, ils représentent un danger pour la société (souvenirs...) !

Les droits sociaux des étrangers dépendant du droit au séjour, on rentre dans un mécanisme dangereux. Les services sécuritaires en viennent à jouer un rôle déterminant dans la vie des dits *étrangers* ou *d'origine*, on peut alors parler dans ce cas de dérive totalitaire.

Cette législation relative aux étrangers entraîne donc une dégradation des libertés de tous : *Tout les défenseurs des libertés publiques savent que, dans un monde aux écarts économiques si forts, aux zones de violence si nombreuses, aux moyens de déplacement si aisés, toute entrave à la liberté de circulation échoue, à moins qu'elle ne s'appuie sur une répression aveugle et des contrôles incompatibles avec le respect des libertés individuelles* (J.P. Allaux, GISTI, juillet 1996).

Des preuves ? Le délit d'hospitalité, ou de solidarité, qui fait que l'on peut passer en procès pour aide au séjour irrégulier (procès du

responsable syndical M. Beurier) ; la suspicion généralisée envers les étrangers (traque aux mariages blancs) ; l'intensification de la répression des militants, "activistes", ou autres "terroristes" (procès de l'action du Collectif Anti-Expulsions du 12 juin 1998 à la DICCILEC en France, perquisitions et arrestations de soutiens aux sans-papiers en Belgique etc...).

Une multitude de discours et actes répressifs qui ne sont là que pour nous faire oublier que les étrangers irréguliers sont une soupape pour les patrons, une arme contre les travailleurs réguliers, qu'ils sont utilisés pour le développement de la précarité de la société.

L'espoir à l'horizon pour les jeunes étrangers ou *d'origine* est donc plutôt restreint : exclusion, banlieues, chômage, contrôles au faciès...

Les recours communautaires, l'intégrisme religieux, le désespoir et la violence deviennent alors des directions "logiques". On assiste ainsi au renforcement de la coupure étrangers/français, coupure qui renforce à son tour les deux pôles, fascisme et intégrisme, qui ne se retrouvent d'accord que sur une seule chose : leur différence !

On peut ainsi noter l'influence grandissante des partis d'extrême-droite dans toute l'Europe.

C'est un cercle vicieux. On en revient au vieux fantasme : *Les barbares ne sont pas dans les steppes de Tartarie, mais dans les faubourgs de nos villes* (1832).

Les motifs invoqués pour fermer les frontières

De tous les arguments avancés pour défendre la fermeture des frontières, le mythe de l'invasion est le plus récurrent. P. Weil, qui n'est pas un farouche partisan de la liberté de circulation, l'a pourtant dit, avec tant d'autres : *En dehors de ces cas exceptionnels (guerre) il n'y a pas d'invasion. Raisonner autrement c'est oublier le coût affectif et culturel du choix d'émigrer [...]* Les ressortissants africains mourant

de faim sur leur continent sont infiniment plus nombreux que ceux qui ont tenté l'aventure de l'immigration (1995).

Les Portugais, les Espagnols, les Grecs n'ont pas envahi l'Europe, comme le craignaient certains, quand ils ont intégré l'Union Européenne. Les populations de l'est n'ont pas envahi l'Europe après la chute du mur de Berlin. L'histoire nous montre que ceux qui ont peur de l'invasion de quelconques *barbares* n'ont seulement fait qu'intérioriser un des mythes xénophobes. Rappelons au passage que la proportion d'immigrés en France est la même depuis 1930 (7%).

Un deuxième argument revient souvent : il n'y aurait pas assez de travail, cela augmenterait le taux de chômage... Le chômage n'a rien à voir avec l'immigration ! C'est l'OCDE qui le dit, et on ne peut taxer cette institution de prosélytisme. De plus, la France est un des pays les plus riches au monde, de plus en plus riche, avec de plus en plus de pauvres (12% de la population en 1996). Cela montre bien que le problème principal n'est pas le travail mais bien la répartition des richesses qui irait de pair avec une redéfinition du travail.

Quant au travail clandestin, il a été montré que seulement 10% du travail au noir était le fait des étrangers. La traque du travail clandestin n'est en fait qu'un discours creux. Les employeurs de travailleurs *au noir* sont, eux, laissés tranquilles.

La liberté de circulation ne cesse de régresser, que ce soit à l'intérieur des États riches (où les pauvres sont repoussés et cantonnés dans les cités-ghettos des métropoles des États du Nord ; où les SDF sont interdits de séjour dans plusieurs communes...) ou au niveau mondial.

En niant la liberté de circulation les gouvernements font le jeu de ceux qui repoussent toute idée de partage des richesses. En contrôlant les frontières, en réglementant le droit au séjour, ils ne font qu'augmenter la précarité des personnes, au seul bénéfice de ceux-là mêmes qui refusent que ceux et celles qui produisent les richesses en profitent pleinement. Leur incapacité à peser réellement sur l'économie capitaliste et ses conséquences désastreuses trouve ainsi un bon dérivatif.

Aujourd'hui, on constate un consensus qui légitime publiquement le racisme d'État et la gestion différentielle des populations. L'écart entre légalité et légitimité est flagrant. La notion d'État de droit pose donc problème. La loi devient illégitime.

Les conditions de conflit sont là tant sur le plan local que mondial. Les contradictions de ce système ne peuvent être résolues par le maintien de la domination et par ce genre de politique qui accentue les difficultés.

En effet, la démocratie formelle cache l'inégalité sociale et économique sur laquelle se fonde le capitalisme.

Comment mettre en œuvre la solidarité dans le cadre de lois illégitimes ?

Le réformisme à l'envers se définit par la défense du moindre mal et de la solution la "moins mauvaise". Il y a une tendance générale à englober la solidarité dans la lutte contre l'exclusion, qui ne s'attaque qu'aux conséquences de la domination actuelle (aider les sans-papiers à remplir leurs dossiers, politique des quotas - qui ne résout pas l'immigration clandestine, et qui privilégie l'intérêt des États et non les volontés individuelles, préconisation de l'aide au développement - 0,27% du PNB des pays de l'OCDE...). Pour en sauver quelques uns on collabore à la domination.

Il faut relier le racisme d'État et le racisme banal à la question de la domination. On peut ainsi comprendre comment s'articule la domination impérialiste mondiale et la domination locale xénophobe, la domination économique et la domination politique, la domination patriarcale et la domination militaire. Il faut lier la solidarité concrète à un changement de société. C'est ce que nous faisons en revendiquant la liberté de circulation et d'installation des personnes et la redistribution des richesses en même temps que la régularisation des sans-papiers ou la fermeture des centres de rétention (au sein des Collectifs Anti-Expulsions).

Défendre la liberté de circulation et d'installation des personnes c'est donc lutter contre tous les préjugés, les fantasmes, les mensonges, l'hypocrisie, la peur propagés dans les discours dominants sur les *étrangers*.

C'est montrer que l'immigration n'est pas un problème.

C'est lutter contre la xénophobie d'État.

C'est lutter pour la fermeture des camps de rétention et pour la régularisation de tous les sans-papiers.

C'est affirmer le monde des peuples contre celui des banques.

C'est montrer qu'un autre monde est possible.

SCALP-Réflex

21 ter rue Voltaire 75011 Paris

<http://www.samizdat.net/>

Il y a de plus en plus d'indésirables dans le monde

Il y a trop d'hommes et de femmes pour qui cette société n'a prévu qu'un rôle : celui de crever. Morts pour le monde ou pour eux-mêmes, la société ne les désire qu'ainsi.

Sans travail, ils servent à pousser ceux qui en ont un à accepter n'importe quelle humiliation afin de le préserver.

Isolés, ils servent à faire croire aux citoyens se prétendant tels qu'ils ont une réelle vie commune (entre les paperasseries de l'autorité et les rayons des marchandises).

Immigrés, ils servent à alimenter l'illusion d'avoir des racines chez des prolétaires seuls avec leur néant au bureau, dans le métro ou devant la télévision.

Clandestins, ils servent à rappeler que la soumission salariale, ce n'est pas le pire ? il existe aussi le travail forcé et la peur qui serre le ventre à chaque contrôle de routine. Expulsés, ils servent à renforcer, sur tous les réfugiés économiques du génocide capitaliste, le chantage du bannissement vers une misère sans retour.

Prisonniers, ils servent à menacer avec le spectre de la punition ceux qui ne veulent plus de cette misérable existence.

Extradés en tant qu'ennemis de l'État, ils servent à faire comprendre que dans l'Internationale de la domination et de l'exploitation, il n'y a aucun espace pour le mauvais exemple de la révolte.

Pauvres, isolés, étrangers partout, incarcérés, hors-la-loi, bannis : les conditions de ces indésirables sont de plus en plus communes.

Commune peut alors devenir la lutte, sur la base du refus d'une vie chaque jour plus précarisée et artificielle.

Citoyens ou étrangers, innocents ou coupables, clandestins ou réguliers : ces distinctions des codes étatiques ne nous appartiennent pas.

Pourquoi la solidarité devrait-elle respecter ces frontières sociales, alors que les pauvres sont continuellement trimballés de l'une à l'autre ?

.....

CENSURE / SANS-PAPIERS

"Humanité" et "fermeté"
lisez "régularisation"
et "expulsion"

La *Carte blanche* de Laurence Vanpaeschen et Jacques Yerna dans sa version intégrale (version censurée dans *Le Soir* du 22/01).

Le Collectif de Résistance aux Centres pour Étrangers (CRACPE) a voulu donner publiquement son point de vue sur la loi de régularisation. Nous avons donc envoyé une *Carte blanche* au journal *Le Soir*. Ce choix était délibéré et réfléchi : nous avons voulu toucher un public moins évidemment sensible aux idées que nous défendons. Nous étions bien naïfs. Si *Le Soir* a de fait publié notre *Carte blanche*, c'est en censurant tout ce qui mettait trop directement en cause la politique du gouvernement. Il ne s'agit pas de coupures qui auraient pu se justifier par un manque de place, mais d'une véritable censure de certains mots, segments de phrase et expressions. Notre texte apparaît d'ailleurs constellé de parenthèses indiquant ces coupures. À la lecture du texte originel que vous trouverez ci-joint, vous pourrez vous-mêmes apprécier.

Laurence Vanpaeschen

La première phase de la campagne de régularisation - celle de la rentrée des dossiers par les "illégaux" - touche à sa fin. Elle se sera déroulée dans un consensus souriant : le Ministre de l'Intérieur et le gouvernement (forcément), mais aussi quelques grandes organisations reconnues de défense des Étrangers, et même certains porte-parole de certains mouvements de sans-papiers ont appelé les illégaux et les clandestins à se faire connaître massivement et en toute confiance,

avec la promesse d'une procédure indépendante, transparente et souple. *Il faut saisir sa chance maintenant, il n'y en aura pas d'autre !* L'appât a des allures de menace et la collaboration est historique.

Les seules voix discordantes ont été celles des avocats Beauthier et Fermon qui dénoncent dans un ouvrage commun (1) les dangers d'un texte qui est *plus une loi sur le recensement des illégaux qu'une loi sur la régularisation*. Il en est pourtant d'autres et nombreux (associations, collectifs, coordinations, intellectuels...) qui ne partagent pas la satisfaction soi-disant générale. Pourquoi ne se sont-ils pas fait entendre ?

Peut-être n'ont-ils tout simplement pas osé. Parce que dans ce climat entretenu de "dernière chance", les voix dissonantes risquent fort d'être accusées de l'indécente volonté de "gâcher ça" ou pire, de sacrifier les sans-papiers au nom d'on ne sait quelle cause "irréaliste".

La loi est là, le processus est enclenché. Il n'est évidemment pas d'autre alternative aujourd'hui que d'informer le plus justement et le plus honnêtement possible les sans papiers. D'aider ceux qui veulent introduire une demande et qui correspondent le plus exactement aux critères (pour autant que ceux-ci soient clairs !) à le faire. Et d'inciter et d'aider ceux qui n'y entrent pas ou qui ne peuvent fournir toutes les preuves requises, à ne pas sortir du bois : se découvrir équivaldrait à se réserver une place dans l'avion de retour.

Le "réalisme" est de reconnaître que cette loi va maintenir dans l'illégalité ou plonger dans une clandestinité plus sombre encore des milliers de personnes qui n'auront pas pu ou pas osé se montrer. Parce que cette loi ne concerne pas les "clandestins" pour qui on nous dit qu'elle a été faite. Parce que les "clandestins" n'ont par définition pas d'attestation d'une administration communale ou d'un service public, parce que leurs enfants sont nés sur une table de cuisine et qu'ils ne sont pas déclarés, parce qu'ils n'ont pas de compte en banque, pas de bail enregistré, pas de preuve de leur travail en noir sous-payé. Pas de preuve de la vie pourtant souvent "intégrée" qu'ils ont construite ici depuis cinq, dix, voire vingt ans.

Il est aussi de dire que beaucoup de ceux qui ont introduit une demande l'ont fait dans l'angoisse et préparent, quand ils le peuvent, une stratégie de repli. Parce que le pendant de la régularisation est l'expulsion, au besoin collective et par la force, comme l'a répété à l'envi le Ministre de l'Intérieur, à qui on ne pourra pas ici reprocher un manque de clarté. Et que tous auront dû livrer leur adresse, des documents permettant de les repérer facilement au cas où l'adresse serait "diplomatique" et une preuve de leur identité et de leur nationalité. Ajoutons à cela que les documents relatifs à la demande de régularisation seront remis aux demandeurs par la police communale et nous aurons tous les ingrédients pour réussir une opération de recensement et de rafle !

Mais la vraie question ne se situe pas dans l'analyse de cette loi de silences et de compromis. La vraie question est de se demander combien de temps encore nous allons tolérer que certains d'entre nous doivent courber la tête et se taire parce qu'ils sont "sans papiers" ? Combien de temps allons-nous accepter leur humiliation organisée et institutionnalisée derrière les murs de l'illégalité et les grillages des centres fermés ? Combien de temps allons-nous supporter la déportation, les coups, les camisoles chimiques et les numéros inscrits au bic sur les bras des Tsiganes ? Combien de temps allons-nous accepter le mensonge sécuritaire, l'équation étranger-criminalité qui justifie aujourd'hui le blocage des frontières, le quadrillage des autoroutes et des gares, la fouille des trains... Dispositif tapageur, coûteux et inefficace. On peut en effet douter que les quelques malheureux Kosovars et Sri Lankais arrêtés aux frontières alors qu'il tentaient de gagner l'Angleterre constituent une menace pour la Sûreté de l'État... Ces mesures ont en tout cas, si non pour but avoué, du moins comme conséquence réelle de criminaliser une fois de plus "l'étranger" et d'accréditer la thèse de "l'invasion" chère aux partis d'extrême-droite ! Elles auront aussi permis de tester le seuil de tolérance de la population face à un dispositif sécuritaire disproportionné. Le test est malheureusement probant : seul le MRAX a réagi...

**Comment avons-nous pu
tolérer cela si longtemps ?**

Le réalisme est avant tout de dire que la régularisation n'est pas une "chance", pas "une faveur que le gouvernement n'accordera qu'une fois", mais un droit pour tous ceux que des conditions de vie indignes, des stratégies économiques et politiques inhumaines -auxquelles les gouvernements occidentaux participent largement- ont jeté sur les routes puis dans nos rues.

Le réalisme serait de se rendre compte - et vite - qu'une société qui ne reconnaît pas aux humains les droits qui sont déjà reconnus aux marchandises et aux capitaux n'est plus "civilisée". Qu'une société qui n'a pour réponse à la misère que la fermeture de ses portes et de ses fenêtres n'a comme perspective que l'asphyxie.

Jacques Yerna
Laurence Vanpaeschen

*BELGIQUE / ALE
LES NOUVEAUX DOMESTIQUES
SONT AVANCÉS...*

Gaston au gazon Sabine à la cuisine

Le 7 avril 99, les Chambres adoptaient la loi relative
au **Contrat de travail ALE** (Agence Locale pour
l'Emploi)

Madame Miet Smet, Ministre à l'époque, fixait au 1^{er} octobre 1999,
l'entrée en vigueur de cette loi.

Entre-temps, il y eut des élections (en juin 99) dont les résultats
furent - a-t-on dit - bouleversants augurant de substantiels
changements dans notre plat pays.

L'exemple pratique est venu de Madame Onkelinkx, Ministre actuel de l'Emploi, qui a suspendu l'entrée en vigueur de cette loi... pour la reporter au 1er janvier 2000.

Madame la Ministre, qui a su si brillamment utiliser le ressort médiatique du film Rosetta pour son plan Premier emploi Jeunes - succédané des stages ONEM - voit dans le **contrat ALE** un Red Bull (taureau rouge en français, boisson énergisante à base de caféine).

Madame la Ministre a le sens de l'image. Ceci m'en rappelle une autre... celle d'un film : On achève bien les chevaux. À la suite du krach de 1929, les États-Unis sont plongés en pleine dépression économique. Des marathons de la danse, véritables jeux du cirque moderne, sont organisés à travers tout le pays. Des sans-emploi y concourent jusqu'à l'épuisement pour gagner quelques dollars (Titre original They shoot the horses, don't they ?, film de Sidney Pollack, USA 1969 avec Jane Fonda, Susannah York, Red Buttons, Gig Young...).

Et si l'appellation était fausse ?

Ce contrat, proposé dès novembre 99 au chômeur ou au minimexé en quête d'emploi, est réputé être un contrat de travail à durée indéterminée (article 3 al.2). Dans ce contrat, le travailleur s'engage à effectuer sous l'autorité de l'ALE, réputée être l'employeur, et contre rémunération, des prestations (article 3^{er}) dans le cadre d'activités non rencontrées par les circuits de travail régulier (article 28^{er}) auprès d'un utilisateur (le terme est correct).

Ainsi formulée, la proposition de contrat pouvait recevoir l'assentiment de bon nombre de personnes, et en premier lieu de celles qui cherchent un emploi.

Cependant, l'euphorie n'est pas de mise, car il ne s'agit pas d'un contrat à durée indéterminée comme l'entend la loi du 3 juillet 1978.

De plus, les prestations limitées au maximum à 45 heures par mois (53h pour les agents de prévention et de sécurité, 90h pour les travaux

agricoles et horticoles) n'entrent pas non plus dans le champ d'application du travail à temps partiel (Loi programme du 22/12/1989, titre II, Emploi et Travail, chapitre IV).

Elles ne sont nullement garanties. Il reste au candidat à l'emploi la solution de les trouver par lui-même, par démarchage... sans faire concurrence aux entreprises déjà présentes sur le marché du travail.

Or, il se fait que les travaux autorisés dans le cadre de l'ALE (travaux ménagers, de jardinage, de bricolage, administratifs, aide à la surveillance ou à l'accompagnement d'enfants ou de personnes malades aux profit des personnes physiques, travaux relatifs à la protection de l'environnement, à la prévention et à la sécurité auprès des autorités locales, à l'occasion des manifestations sociales, culturelles, sportives, caritatives ou humanitaires et au sein d'établissements d'enseignement, d'asbl et autres associations non commerciales...) sont déjà largement rencontrés par l'économie marchande et sociale, même à titre temporaire.

Au cours d'une interview-sélection dirigée par un agent de l'ONEM préposé à l'ALE, l'allocataire, candidat au poste mentionnera, outre ses compétences diverses, s'il dispose d'instruments de travail qu'il emportera au besoin gracieusement chez l'utilisateur, ce qui constitue un déni de l'article 11-10 et de l'article 12 (article 12 : Dans le cas où, dans le cadre des prestations de travail, des instruments et du matériel doivent être mis à la disposition du travailleur par l'utilisateur, ce dernier doit veiller à ce que ces instruments et matériel soient en bon état).

Ces ambiguïtés, ces entorses, ces contradictions, sciemment entretenues, œuvrent, de par leur organisation et leur encadrement, à l'émiettement des relations structurées du marché du travail.

Comment cela est-il rendu possible ?

Dans le cadre du contrat de travail ALE, un élément de réponse réside dans une subtilité juridique qui transforme le chômeur en travailleur.

La loi du 30 mars 1994 créant les ALE stipulait, dans son article 73-2, que le chômeur n'est pas engagé dans les liens d'un contrat de travail [...] pour les heures d'activité, le chômeur reçoit un complément d'allocation.

La loi du 7 avril 1999 remplace le mot chômeur par travailleur, le mot candidat bénéficiaire par celui d'utilisateur et stipule en son article 28-3 : Le travailleur [...] perçoit une rémunération pour les heures d'activité qui est payée sous la forme du chèque ALE.

Dans le cadre de l'ALE, en vertu d'une obligation légale, il est assuré contre les accidents du travail et en responsabilité civile à charge de l'ONEM.

Mais cette obligation légale n'explique pas la différence (50, 100 ou 150 fb selon le cas) entre le coût pour l'utilisateur et la rémunération nette du prestataire.

Un rapide calcul prouve que le chômeur/travailleur contribue aux frais de fonctionnement des ALE, pourtant inscrits au budget de l'ONEM et finance la réduction fiscale accordée aux utilisateurs.

De plus, les chèques ALE (comme les chèques service) ne font pas l'objet d'une retenue ONSS comme dans un contrat ouvrier ou employé. On est en droit de se demander s'il s'agit véritablement d'un contrat de travail comme affirmé ! (1).

Il perçoit également une allocation de garantie de revenus ALE dont le mode de calcul est fixé par le Roi (un exemple chiffré a été donné dans Syndicats du 5 novembre 1999).

Remplacer un mot par un autre n'est pas chose si aisée qu'on le croit puisqu'ici et là subsistent des contradictions qui semblent insurmontables pour le législateur.

Masquer la réalité des faits s'avère plus difficile qu'il n'y paraît.

Ainsi, la loi du 7 avril 99 reconnaît en son article 28-2, les activités effectuées dans le cadre de l'agence pour l'emploi doivent **dans le**

chef du chômeur (souligné par l'auteur), conserver le caractère d'une activité accessoire. Le même article stipule en son point 4 les dépenses de l'Office National de l'Emploi relatives au paiement des chèques ALE sont inscrites au budget de l'Office comme l'**allocation de chômage ordinaire**. Affirmer le caractère accessoire des prestations, c'est maintenir dans la dépendance de très nombreuses personnes qui considèrent ce petit revenu comme un complément indispensable pour nouer les deux bouts, qui se valorisent grâce à cette nouvelle image sociale à défaut d'avoir un autre statut socioprofessionnel. Cette dépendance est encore accentuée par le délai "d'attente" imposé au candidat-prestataire (2 ans de chômage complet pour les moins de 45 ans, 6 mois pour les plus de 45 ans dans une période de référence de 3 ans).

Officiellement, ces "emplois" de service de proximité étaient destinés à rencontrer des besoins non satisfaits. À l'usage, cela s'avère beaucoup plus comme une arme de contrôle social et de lutte contre le travail au noir. Cette dernière éventualité est envisagée à l'article 15. Il est vrai qu'il est plus facile de "faire prendre" une repasseuse à domicile que de s'attaquer aux grands groupes industriels experts en fraude fiscale et sociale.

Marx parviendra-t-il à remettre Hegel sur ses pieds ?

Cette pseudo-mutation assimilera le prestataire au travailleur à temps partiel et il y a fort à parier qu'il disparaîtra naturellement, comme d'autres (le chiffre officiel des **385.000 chômeurs** complets indemnisés ne comprend pas, par exemple, les chômeurs de plus de 50 ans, ceux qui sont exclus du chômage pour longue durée, les minimexés, ceux qui suivent une formation professionnelle, les demandeurs libres...), des statistiques officielles destinées au grand public et qui ne recensent que les chômeurs complets indemnisés. L'effet d'annonce d'une baisse du chômage consubstantiellement à celle d'une création d'emploi, à grand renfort médiatique, sera tout sauf inopiné.

À la baisse succédera la disparition du chômage lorsque le volontariat en ALE aura été remplacé par l'obligation pour tout chômeur d'y travailler (en décembre 99, 170.000 personnes étaient inscrites en ALE et 47.000 "tournaient"). Le caractère con-traignant proposé par Madame Miet Smet, initiatrice des ALE, sera ainsi rejoint.

La mise en place d'un tel plan répond aux vœux des autorités supranationales qui jugent les conditions d'octroi et d'indemnisation du chômage en Belgique trop avantageuses (2).

Dans ses recommandations à caractère résolutoire datées du 8 septembre 99, la Commission Européenne considère qu'il convient d'instaurer les conditions cadres permettant d'exploiter le potentiel du secteur des services pour la croissance de l'emploi et recommande que chaque État membre mette en œuvre les dispositions qui lui sont adressées.

Le report de la mise en application des contrat ALE au 1^{er} janvier 2000 s'explique aussi par le fait qu'en décembre 1999 se réunissait, à Helsinki, le Conseil des Chefs d'État et du Gouvernement de l'Union Européenne. Montrée du doigt, la Belgique veut être bonne élève et contribuer de manière exemplaire à la stratégie européenne pour l'emploi telle que reflétée dans les Grandes orientations de politiques économiques (GOPE) qui recommande de créer des incitations à participer aux mesures actives du marché du travail et à accepter les offres d'emploi, tout en réexaminant le système d'allocations. Les 23 et 24 mars prochains se tiendra à Lisbonne un sommet européen consacré essentiellement à l'emploi et aux matières sociales. À la fin du premier trimestre 2000, Madame Onkelinx fera procéder à une évaluation des contrats ALE. Par un heureux hasard de calendrier, les dates coïncident.

L'Union Européenne orchestre dans l'ombre et dirige une partition dont les États Membres exécutent les notes.

Dans son rapport sur l'emploi, Michel Jadot, Secrétaire Général au Ministère de l'Emploi, annonçait que d'autres choix nous attendent, plus

douloureux, qui portent sur les régimes d'indemnisation (Le Matin, 16/12/1999).

Prenant l'exemple des bas salaires, ce geste, selon lui, ne pourrait se comprendre sans remettre en cause notre niveau de générosité sociale (17).

Ouvrant dans le sens voulu, nos responsables politiques se verront récompensés de leurs efforts en matière de création d'emploi de service de proximité. Oui, mais à quel prix ?

Janvier, c'est le mois des soldes

Au fil des ans et dans la continuité de la lutte des classes, des fêlures sont apparues dans la réglementation du travail salarié pour le plus grand bonheur des organisations patronales réclamant toujours plus de flexibilité, d'adaptabilité, d'employabilité et autres termes désignant une mise à disposition totale fluctuant selon les lois sacralisées du monde productiviste.

La précarité, l'incertitude du lendemain se sont installées durablement. Les conditions de travail, de sécurité, de salaire, de niveau de vie se sont dégradées constamment au nom de la sauvegarde de la compétitivité. Les conditions d'existence redeviennent pour bon nombre misérables et ce, malgré les guirlandes et les vitrines illuminées de notre société de grande consommation.

Les USA, leader du workfare, l'Angleterre, pointés comme des pays ayant réussi leur redressement économique, ont vu les travailleurs pauvres se multiplier. Chez nous, l'œuvre du démantèlement économico-social se poursuit inexorablement.

Après les contrats temporaires, intérimaires, Prime, cadre spécial temporaire, stage ONEM, FBI, chômeur mis au travail, voici venir le temps des **contrats ALE** qui franchissent un pas supplémentaire.

Le prestataire ALE est considéré comme travailleur mais des droits importants considérés comme des acquis sont remis en question.

Dérogeant à la loi du 3 juillet 1978, socle des contrats de travail, le titre III de la loi du 7 avril 94 en est une bonne illustration.

La loi du 8 avril 1965 concernant les règlements de travail ne s'applique pas aux ALE (article 22). Les obligations respectives des trois parties en présence (travailleur, employeur et utilisateur) se retrouvent au chapitre III article 7 à 15. Si l'article 7 consacre les principes généraux du respect, celui des convenances et des bonnes mœurs et des égards mutuels, il est à noter que l'article 8 concernant les obligations du travailleur entre dans les détails. Il est loin d'en être de même pour les articles consacrés aux obligations de l'employeur et de l'utilisateur qui se voient rappelés de veiller à être de bons pères de famille. Toutefois, l'article 11,3° admet que l'employeur a l'obligation [...] le cas échéant, de veiller à une formation adaptée (par exemple les Agents de Prévention Sécurité).

Si la formation n'est pas assimilée à des heures prestées, la personne touchera-t-elle 150 fb... ou 40 fb bruts de l'heure, comme dans le cadre du FOREM ou des asbl agréées ?

Sans nier l'utilité d'une formation continue dans une société en perpétuelle évolution, il convient toutefois de rappeler qu'une formation offerte à un chômeur est considérée comme un emploi convenable. S'y soustraire pourrait entraîner **une sanction**. Il en va de même pour un refus d'activité convenable (3).

Les bons pères de famille savent se montrer tendres et sévères à la fois, n'hésitant pas, au besoin, à corriger le garnement.

La loi du 7 avril 99, tout en reconnaissant que le chômeur/travailleur a droit à une rémunération, stipule que la loi du 12 avril 65 concernant la protection de la rémunération des travailleurs n'est pas applicable aux ALE (article 23).

Or, la loi du 12 avril 65 entend par rémunération : 1.- le salaire en espèces, 2.- le pourboire ou service auquel le travailleur a droit, 3.- les avantages évaluables en argent.

L'article 14 de la loi du 7 avril 99 déclare que le Roi détermine ce que l'on entend par chèque ALE [...] ainsi que les modalités d'échange des chèques ALE contre des espèces. Si un chèque équivaut à de l'argent, pourquoi alors introduire cette exception ? Est-ce à dire que le paiement des chèques ALE ne bénéficie pas de la protection de l'échéance fixe ?

La flexibilité est même introduite en ce domaine. L'article 19 consacre le principe général qu'aucune rémunération n'est due pendant les périodes de suspension du contrat de travail ALE. L'article 17 nous fournit quelques exemples.

Le prestataire n'a pas droit au salaire garanti en cas de maladie ou d'accident. Si la maladie ou l'accident domestique trouvent facilement une solution, il en va tout autrement de l'accident du travail qui relèvera du cas d'espèce (4). Le brouillard entretenu s'apparente curieusement à un no man's land.

S'il s'absente pour répondre à une offre d'emploi, ses heures d'absence ne sont pas rémunérées. Il en est de même s'il doit être présent à l'occasion d'événements familiaux (par exemple : naissance, adoption, décès, ordination, communion solennelle, fête laïque, participation à un conseil de famille à l'initiative du juge de paix), pour l'accomplissement d'obligations civiles (par exemple : convocation à un jury ou comme témoin devant les tribunaux, exercice d'une fonction d'assesseur d'un bureau lors des élections), en cas de comparution en justice.

Si le chômeur ou le minimexé trouve par lui-même un utilisateur habitant à plus de 5 kms de son domicile, ses frais de déplacement ne seront pas remboursés. Il convient donc d'attendre que l'ALE fasse appel à vos services.

Faut-il dire que le chômage économique par suite d'intempéries n'existe pas ? Est-il nécessaire de dire que le prestataire n'a pas droit à des congés payés ? Est-il besoin de dire que le prestataire n'a pas droit à une prime de fin d'année ?

Le chômeur-travailleur ALE est payé à l'heure prestée, uniquement. Le marché est roi.

En cas de rupture de contrat, un préavis de sept jours doit être notifié par écrit. Cette rupture dans le chef de l'employeur, doit être motivée. Mais, en aucun cas, une indemnité de rupture n'est due.

L'article 25 stipule que la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés n'est pas applicable aux travailleurs ALE.

L'article 27 rappelant l'article 4 de la loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs restera un vœux pieux.

Point n'est besoin d'espérer recevoir des bottines de sécurité ou des vêtements de travail adaptés ni même une indemnité pour l'achat et l'entretien de ces vêtements. Il ne faut pas compter non plus sur une visite médicale annuelle.

La loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires n'est pas applicable aux travailleurs ALE. Ici encore, la déréglementation est de rigueur. Les utilisateurs se voient remettre des conseils à observer (par exemple "offrir" une pause de 10 minutes toutes les deux heures). Mais un conseil reste facultatif. Le temps passé à accomplir les multiples démarches administratives n'est pas pris en compte.

Le formulaire ALE 4 de l'ONEM mentionne : Vous pouvez à juste titre vous plaindre auprès de l'ALE au sujet des conditions de travail ou du paiement. L'ALE interviendra si nécessaire, mettra fin à l'exercice de l'activité (formulaire de prestations, verso, rubrique Plaintes).

Dans ce cas, l'ALE employeur joue les bons offices auprès de l'utilisateur et s'inscrit, par cette occasion, dans la logique de la culture d'entreprise où l'on privilégie le tête-à-tête et l'accord "parental".

Les organisations syndicales des travailleurs et les services de l'inspection sociale, véritables arcs-boutants de notre système de concertation voient ainsi leurs rôles bafoués. Faut-il s'en étonner ? La période actuelle est révélatrice de l'offensive anti-syndicale.

L'heure est à l'atomisation des travailleurs... à moins que

Petit à petit, les mécanismes se mettent en place pour opérer un retour au capitalisme naissant. Non pas celui des grandes découvertes technologiques, mais celui qualifié fort à propos de sauvage, celui de l'exploitation des masses laborieuses réduites à l'état d'objets, de marchandises forcées de vendre leur force de travail au moins offrant. Le contrat ALE et le contrat Activation chômage, son cousin au niveau des entreprises, font des engagés des travailleurs produits blancs (cette expression judicieuse est de Nicole Leclercq).

Dans notre société productiviste qui s'obstine à faire de l'emploi la **référence sociale obligatoire** sans repenser la notion d'**activité humaine**, le risque existe que l'armée de réserve (terme utilisé par Karl Marx) ne sera pas démobilisée mais au contraire réquisitionnée.

À moins que... Unis dans un même élan dans leurs associations, dans leurs organisations notamment syndicales, culturelles, mutualistes, ceux qui ont (encore) un emploi, ceux qui n'en ont plus, ceux qui étudient, se forment pour en avoir un, se mettent debout et repensent eux-mêmes leur avenir, fuyant les sirènes aguichantes du social libéralisme décidément proche et allié fidèle du libéralisme social. Une alternative existe : le socialisme utopique.

Wattiez Jean-Marie
Membre du Collectif des chômeurs
et des minimexés du Tournaisis

(1) Le chômeur/minimexé touche 150 fb nets de l'heure. Le prix

d'acquisition que le candidat utilisateur doit payer pour les chèques ALE (loi du 30 mars 1994, article 28,2?) est de 300 fb pour les asbl, 250 fb pour les personnes physiques et 200 fb pour les VIPO. Le prix de la chose vendue ayant été fixé, il peut être déductible fiscalement pour l'utilisateur [...] Il est accordé une réduction d'impôt calculée sur les dépenses jusqu'à concurrence de 73.000 fb au plus, qui ne constituent pas des frais professionnels et qui sont effectivement payés pendant la période imposable pour des prestations à fournir par un travailleur dans la cadre des ALE (Code des impôts, loi du 21/12/1994, article 145, sous-section 2 quater et sous-section 3, article 146. À titre d'exemple, une assurance-loi contractée dans le cadre d'un contrat de travail domestique varie pour le personnel gens de maison : femme à journée, bonne à tout faire entre 1.545 fb et 2.009 fb par an. La responsabilité civile, quant à elle, s'élève à 55 fb par an (source SMAP). À raison de 45h par mois (540 heures par an), cela revient entre 2,86 fb et 3,72 fb de l'heure en assurance loi et 0,10 fb en responsabilité civile. Les chèques ALE et les chèques service ne font pas l'objet d'une retenue ONSS (source ONSS).

(2) L'OCDE estime que la Belgique doit réduire l'ensemble des dépenses passives liées au chômage... Comme en 1997, l'OCDE prône une réduction de la durée de versement des allocations et un meilleur contrôle de la disponibilité des chômeurs sur le marché du travail... Elle préconise un durcissement, voire une suppression des programmes spéciaux d'assistance au chômage comme les propensions et les dispositifs pour "chômeurs âgés". Cf Courrier de l'Escaut du 22 janvier 99, p.6. Même son de cloche à la Commission Européenne. Voir le dossier Marchés européennes d'octobre 99 (disponible 103 rue Potagère 1210 Bxl).

(3) Que se passe-t-il si vous ne voulez effectuer aucune activité ALE convenable ? Si vous êtes inscrit d'office et que vous refusez d'effectuer une activité convenable qui vous est offerte ou que vous l'interrompez sans raisons valables, ou que, suite à une attitude fautive, vous perdez votre activité, votre droit aux allocations peut être temporairement suspendu. Si de tels faits se produisent la première fois, la suspension est de 4 semaines. En cas de récidive, la sanction

peut être de 4 à 26 semaines (ONEM, ALE, formulaire ALE 4 -
formulaire de prestations - verso.

(4) En cas d'accident du travail reconnu, le travailleur ALE sera-t-il
indemnisé sur base de 250 fb ou 150 fb ? Sera-t-il indemnisé sur un
forfait de 45 heures par mois, ou sur base d'une moyenne mensuelle,
sur base des heures prestées le mois précédent, sur le nombre
d'heures prestées avant l'accident ? Que se passera-t-il en cas
d'incapacité permanente ? En cas de décès ?

Liège / Le Collectif
Chômeur, pas Chien !
vous propose
tous les seconds jeudis
du mois à 13 heures
l'espace rencontre
au Cercle Carlo Levi,
48 rue St Léonard 4000 Liège.
Tél. 04/227.59.59
les jeudis après-midi.
Le reste de la semaine 04/344.58.88.

.....
EN DÉBAT

ATTAC

ou se contente d'aboyer ?

Échos d'un débat
au *Centre Libertaire - Bruxelles*

L' Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens est abondamment critiquée par les anarchistes, du fait qu'elle se contente de demander une compensation minimale au capitalisme financier et qu'elle compte sur les États pour garantir la démocratie contre la tyrannie des multinationales. Cependant, elle mentionne aussi l'objectif de relancer une "nouvelle citoyenneté", ce qui nous a donné envie de savoir si par là elle ne se rapprocherait pas de notre combat pour une auto-organisation hors de tous les cadres institués.

Des étatistes aux radicaux

Jean, le représentant qui est venu au *Centre Libertaire* pour en parler, nous a avertis d'emblée que sa position personnelle était beaucoup plus radicale que la position officielle d'ATTAC-Bruxelles, elle-même déjà moins étatiste que ATTAC-France. Cette diversité est d'ailleurs présente au sein de la rédaction du *Monde Diplomatique*, d'où est née l'initiative, puisque dans le texte fondateur apparaît clairement l'appel à un État plus régulateur, mais aussi l'appel à un contre-pouvoir exercé par les citoyens. Mais pour tous, en tous cas, est commune la dénonciation de l'emprise capitaliste et la volonté de recréer une internationale de mouvements de citoyens (Jean précise qu'il utilise le mot *citoyen* non dans le sens tarte-à-la-crème qui ne signifie plus rien, mais dans le sens subversif des débuts de la Révolution française).

Le fait que la revendication principale d'ATTAC soit la taxe Tobin (c'est-à-dire un prélèvement de l'ordre de 0,1% sur les transactions financières limitées au change de devises) s'explique par la naissance du mouvement dans un contexte de crises boursières provoquées par des gangs internationaux d'investisseurs attaquant des pays affaiblis, et de délocalisations des entreprises. Bien entendu, l'intention de l'économiste Tobin, lorsqu'il proposa cette taxe en 1972, n'était pas *d'introduire un grain de sable dans les rouages du capitalisme* mais, au contraire, de le protéger contre la déstabilisation introduite aux États-Unis, sous Nixon, par la fin du système de Bretton Woods (c'est-à-dire, notamment, par la permission de dévaluer le dollar pour relancer l'économie américaine et de ne plus respecter l'équilibre entre les réserves d'or et la monnaie). Quand l'idée a été reprise par ATTAC, ce n'était pas non plus pour brider la spéculation, mais pour pénaliser un tout petit peu l'enrichissement inactif et expliquer aux citoyens le lien entre ce phénomène de spéculation et le capitalisme lui-même.

Ce but pédagogique est très important pour le groupe de Bruxelles, qui organise de nombreuses discussions publiques, par exemple sur le rôle de tous les partis politiques dans les privatisations ou sur l'imposition par l'OMC de lois transnationales non débattues par les parlements. La majorité des membres de ATTAC-Bruxelles sont favorables à un État régulateur, tandis qu'une minorité conteste le système capitaliste en général et pas seulement ses imperfections ou déviations. La défense de l'État s'exprime particulièrement dans la défense de la sécurité sociale, notamment celle du système de santé qui est en train d'être bradé. Contre cela, ATTAC demande qu'on réinvestisse dans les services publics en imposant autrement les riches. Les plus radicaux du groupe sont d'accord sur ce point avec les "réformistes", même s'ils estiment que le capitalisme industriel est, depuis sa naissance au XIXe siècle, lié au capitalisme financier, et qu'il est donc inutile de distinguer un "bon" et un "mauvais" capitalisme.

**Citoyenneté
active ou passive ?**

Une première question adressée à Jean portait sur ce désir de lancer une nouvelle citoyenneté. La réponse est que cette notion est assez floue dans l'association. Au départ, elle désignait seulement des *citoyens* passifs, ceux à qui on pourrait venir en aide grâce à la taxe ; mais un débat existe au sein d'ATTAC entre ceux qui veulent confier la gestion de cette aide aux institutions établies et ceux qui veulent la confier aux citoyens eux-mêmes. Jean ajoute que, comme ATTAC attire beaucoup de personnes qui n'ont jamais participé à un mouvement collectif, il s'y passe une véritable éducation à la démocratie, à la transparence, à la responsabilité - et on se rend compte qu'acquérir ces attitudes de base est extrêmement difficile.

Un autre intervenant s'interroge sur l'organisation du mouvement, notamment en ce qui concerne les relations entre les multiples groupes et le secrétariat national. Parmi le détail des explications, on peut relever l'élection du secrétariat à main levée, la prise des décisions importantes par l'assemblée générale, et parfois des frictions entre ces deux instances à propos du contrôle de l'une sur l'autre.

Actions et efficacité

Les actions principales menées par le groupe de Bruxelles sont : des formations pour comprendre l'emprise de l'économie et de la finance, un café politique, des groupes de travail débouchant sur la rédaction et la distribution de tracts. Suite aux recommandations officielles du Canada et de la Finlande de prôner l'établissement de la taxe Tobin dans toutes les négociations internationales, un débat interne est apparu pour décider s'il fallait systématiquement prendre le monde politique comme relais, ou si celui-ci ne s'avancerait de toutes façons que par opportunisme et de manière insuffisante (que peut une "recommandation" par rapport aux diktats du monde financier, sinon jeter de la poudre aux yeux des électeurs ?). Mais peu de membres sont assez avancés dans le processus critique pour renoncer à attendre l'appui des politiques.

En dépit de ces nombreuses réserves, Jean estime que le mouvement ATTAC peut être le lieu de recomposition d'une nouvelle militance, avec

une grande ouverture vers des gens qui ne militeraient pas ailleurs, et une plate-forme assez minimaliste pour pouvoir être orientée par les initiatives des membres. Pour lui, il y a moyen de poursuivre la lutte beaucoup plus loin, à partir de cette dénonciation commune de l'enrichissement financier.

Annick
Centre Libertaire de Bruxelles

*SOYONS CONCRETS
LA CHRONIQUE DE CERISE*

Du 10 juin
au 2 juillet 2000,
opium
en vente libre

Si vous ne le saviez pas encore, la Belgique et la Hollande ont l'honneur d'accueillir durant ces trois semaines l'**Euro 2000**.

C'est quoi ça ? Et bien c'est un tournoi de football, entre 16 équipes nationales, dont le pays victorieux sera sacré meilleure équipe nationale européenne pour les quatre années suivantes. Le match au sommet du premier tour de la compétition aura lieu le 17 juin à Charleroi. Cette rencontre verra s'affronter les équipes d'Angleterre et d'Allemagne. Pourquoi, me direz-vous s'agit-il d'un sommet ? Les deux adversaires du jour sont-ils les grands favoris du tournoi ? Non, mais il faut savoir que le combat ne se limite pas au terrain couvert de gazon. Ce match mettra également aux prises les supporters les plus acharnés des deux camps.

On craint le pire. Les forces de l'ordre sont sur les dents. Pas question pour un flic hennuyer de solliciter un congé durant cette période. Les casques, les képis seront sur pied de guerre. L'encadrement policier coûtera des dizaines de millions aux citoyens belges. On évalue déjà, à l'avance, les dégâts qui se chiffreront également en millions. Alors pourquoi organiser un événement dont on craint déjà les conséquences ? Il ne faut pas parler d'influence sur le commerce local, certains devront d'ailleurs fermer leurs portes, soit par crainte des dégâts, soit par obligation (interdiction de vendre des boissons alcoolisées). Les bénéficiaires de l'événement seront uniquement les organismes dirigeants du football européen, qui se partageront non seulement les recettes des matches, mais également les droits de retransmission payés par les différentes chaînes de télévision. On est prêt à pleurer lorsqu'un dirigeant de l'**Union Européenne de Football Association** vous explique son dévouement à son organisation. Il fait appel aux bénévoles, afin de venir en aide à ses dévoués collaborateurs !!! Imaginez le sacrifice du président de l'**Union Royale Belge Sportive de Football Association**, l'éminent docteur Dhooge, qui se dévoue corps et âme à sa fédération, délaissant sa profession initiale de docteur en médecine. Rassurez-vous, ces postes sont très bien rémunérés. La lutte est aussi serrée pour les occuper, que celle qui a lieu pour un siège de parlementaire. Je n'ai toujours pas répondu à la question concernant le but de l'organisation.

Affaires Dutroux, tueries du Brabant wallon, dossier Pinon, etc. Que de dossiers brûlants à faire oublier au citoyen ! On remarquait, auparavant, que les lois les plus perfides étaient votées durant le Tour de France. Cette dernière compétition ne recueille plus la ferveur d'antan. Il fallait trouver un autre pôle d'attraction, avec l'avantage

que le spectateur doit s'acquitter d'un droit d'entrée, et est concentré dans un stade, semblable à ceux de triste mémoire, d'Amérique du Sud qui, au départ étaient réservés au sport spectacle, et qui finalement ont servi à autre chose. Il peut donc s'agir d'une répétition générale. Grâce à la complicité des médias, le peuple aura son attention branchée sur le football durant un mois. Si Émile Mpenza souffre de la cuisse et Lorenzo Staelens du dos, le supporter s'inquiétera plus que du sort

atroce qui a été réservé à Julie et à Melissa. Un penalty est refusé à la Belgique, et on oublie le vacillement de la couronne.

Faut-il condamner le sport ?

Autre interrogation : faut-il condamner le sport en lui-même ? Certainement pas s'il est considéré comme un loisir et une détente. Et le spectacle ? même réponse, il est agréable de pouvoir se rendre dans une salle de théâtre, ou de cinéma, afin de pouvoir tenir son esprit critique en éveil. Ici, il s'agit d'un sport spectacle ! Phénomène qui flatte le nationalisme, le chauvinisme, l'intolérance. Un climat de haine est créé entre supporters. Ceux-ci sont conditionnés par la presse "spécialisée", qui leur raconte de A jusque Z les derniers potins (dixit *La Nouvelle Gazette*) la vie, la carrière de leurs idoles. C'est cette presse, aidée des commentateurs sportifs des TV et radios qui a créé le phénomène des *hooligans*.

Incitation à la haine

Thierry Roland, célèbre commentateur de TF1, poursuit une carrière exceptionnelle alors qu'il s'est déjà rendu coupable de nombreux excès verbaux incitant à la vengeance et au racisme. Il est, en effet, curieux de remarquer que ce phénomène de vandalisme et de violence organisés ne se rencontre qu'autour des terrains de football. Il s'agit du sport spectacle le plus médiatisé.

Durant une semaine les "journalistes" sportifs appellent les inconditionnels à soutenir leurs favoris, le dimanche. La moindre information est montée en épingle. La pression est mise, et le lundi, les mêmes personnes dressent le bilan des dégâts. Durant la présentation des équipes, le speaker du stade *chauffe* les supporters. Ça y est l'ambiance est mise, le *hooligan* est créé. Il se constitue en meute déchaînée, fier de la crainte qu'il inspire. Il est imprégné de la haine de l'autre, de celui qui est différent, de celui qui a une écharpe d'une autre couleur. Il est prêt à commettre les pires excès, qui seront autant de prétextes à la répression de l'appareil de l'État-pouvoir.

Cette répression sera même exercée avec l'assentiment du citoyen moyen, qui veut préserver son confort et sa sécurité.

La médiatisation exceptionnelle de ce sport en a même fait un outil de pouvoir. La Coupe Africaine des Nations qui vient de se dérouler au Nigéria a été le théâtre d'une histoire, qui si elle n'était pas tragique, provoquerait le rire. Les joueurs de l'équipe nationale de la Côte d'Ivoire avaient raté leur qualification pour le stade ultime de la compétition. Comme le nouveau régime souhaitait, ou plutôt exigeait que l'équipe gagne cette compétition, le général Guëi a été invité par le Président à prendre des sanctions à l'encontre des joueurs, qui *ne s'étaient pas suffisamment battus*. Quoi de plus beau que se battre pour son drapeau ? Le jour de leur élimination, un avion vint les rechercher pour les amener dans un camp militaire situé à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire. Ils y restèrent prisonniers durant trois jours, condamnés à suivre des cours de civisme.

Une marche vers le pouvoir

Combien de politiciens ne se servent-ils pas de leur club local pour asseoir leur popularité. C'est la réussite de l'*Excelsior* de Mouscron qui permet à son président Jean-Pierre Detremmerie, de conforter ses postes de député et de bourgmestre de la ville. Élio Di Rupo s'était engagé à prendre en mains les destinées du *RAEC Mons*. Devenu assez puissant, il lâcha son os, sur lequel se jeta Maurice Lafosse, actuel bourgmestre de Mons. Ce dernier employa tous les moyens financiers pour faire de son club un prétendant à l'élite footballistique. Alors que toutes les Communes du pays pouvaient rediscuter leur dette vis-à-vis du *Crédit Communal*, et demander une baisse des intérêts, seule la ville de Mons s'abstint de cette démarche. En récompense de cette action incivique, le *Crédit Communal* apporte annuellement un gros pactole dans les caisses du club cher au Bourgmestre. Sa popularité revigorée par les bons résultats lui permet d' encore mettre des bâtons dans les roues de son ennemi intime, pourtant Tout Puissant.

Jusqu'il y a peu, un club de football était propriétaire de son joueur, quel que soit son statut sportif. Le fameux *Arrêt Bosman* permet

maintenant au joueur professionnel en fin de contrat de quitter librement son club. Ce n'est que si le contrat court toujours que le club cédant peut demander une indemnité de transfert. Librement est un bien grand mot, car, se rendant compte de l'aubaine, des *managers* sans scrupules se ruèrent sur ces marchandises ignorantes et très rentables. C'est eux qui négocient les contrats, et vendent leurs esclaves à leur propre compte. Leur profession d'esclavagiste a même été reconnue par l'Union Belge de Football. Pour obtenir la licence, il suffit de verser une caution de 3.000.000 FB. Il reste également des filières clandestines qui n'ont rien à envier aux négriers du bâtiment.

Exploitation des jeunes

Il existe, dans la région de Biévène, une organisation qui *accueille* des joueurs brésiliens. Si la marchandise est valable, elle sera rentabilisée, dans le cas contraire, si la bête est bancale, elle sera livrée à elle-même dans la jungle des sans-papiers. Voici, pour être clair un cas précis : Alexandre Rinaldi Dasilva, né le 3 avril 1977 arrive en Belgique le 1 avril 1994. Il a donc 17 ans. Il signe une carte d'affiliation auprès de l'**Union Belge de Football**, en faveur du club de Ostiches, pour ensuite être dirigé vers le club de Biévène. Ses *parrains* subviennent à ses besoins alimentaires, et patientent, car il sembler s'avérer que le produit est bon. En juillet 1998, il prend le chemin du *RC Tournai*, club au statut semi-professionnel. L'investissement commence à être rentable. D'autant plus, que le joueur Rinaldi Alexandre, qui est connu de la **Fédération de Football**, n'est pas inscrit aux registres de la population. Officiellement, il n'existe pas, il sera donc rémunéré clandestinement, abandonnant une partie importante de ses émoluments à ses protecteurs. Le 1^{er} juillet 1999, il rejoint les rangs d'un club plus ambitieux : le *Royal Francs Borains*, dont le Président d'Honneur n'est autre que le Ministre d'État Robert Urbain. Curieusement, il obtient, à la même date, un permis de travail délivré par la Région Wallonne. Ce permis est valable jusqu'au 30 juin 2000. Toutefois, il continuera à être payé de manière clandestine. Il est maintenant la propriété d'un manager véreux, Kazimierz Jagiello qui habite à Uccle. La marchandise a bien évolué, il ne reste qu'à la terminer en la faisant apparaître au grand jour. L'entourage du joueur profitera du projet de régularisation

des sans-papiers pour lui faire introduire une demande auprès de l'Administration communale de Saint-Ghislain à la fin du mois de janvier 2000. Parions que, bien qu'il ne réunisse aucune des conditions exigées (demande d'asile antérieure à 4 ans, retour impossible pour raisons politiques, problème de santé, attaches sociales et circonstances humanitaires), il verra, et j'en suis fort heureux pour lui (en tant qu'individu), sa demande acceptée. Bien que vieillissant, le Ministre Urbain a gardé une influence certaine auprès du pouvoir...

Prébendes et privilèges

Le monde du football belge a ses entrées dans le monde politique, comme dans l'administration, et bénéficie souvent d'une mansuétude dont d'autres secteurs économiques ne jouissent pas. En cette période où l'on déplore de plus en plus de faillites frauduleuses ou pas, qui privent des travailleurs et leurs familles de leurs ressources, on constate que 10 clubs de division 1 sont endettés auprès de l'ONSS, leur dette globale est de 85.000.000 FB. 14 clubs de la division deux sont dans le même cas pour un montant de 140.000.000 FB.

On peut d'ailleurs se demander comment ces associations ont pu arriver à une telle situation, étant donné le statut préférentiel dont bénéficie l'employeur d'un sportif rémunéré. La loi du 24 février 1978, relative au contrat de travail du sportif rémunéré, dont l'article 3, 2¹^{er}, a été remplacé par la loi du 4 juillet 1989, et modifié par la loi du 4 août 1996 prévoit que les revenus d'un sportif rémunéré ne sont soumis à la taxation à l'ONSS, que jusqu'à un montant annuel de 551.951 FB, montant qui vient d'être actualisé par l'Arrêté royal du 14 décembre 1999. Ce qui représente un plafond mensuel de 45.996 FB. Quand on connaît les salaires indécents qui sont payés aux vedettes sportives, cette disposition légale est une véritable insulte aux travailleurs. Un joueur de football moyen de division 1 bénéficie d'un salaire mensuel de 500.000 FB.

Cette loi a bien entendu été approuvée sans qu'aucune publicité ne lui soit accordée. Elle est inconnue de tous les citoyens.

Inégalités chiffrées

Pour en mesurer l'impact, voici les taux des cotisations patronales et personnelles en vigueur au deuxième trimestre 1999. **Travailleur manuel** : Quote-part personnelle 13,07 % - Quote-part patronale 40,13 %. **Travailleur intellectuel** : Quote-part personnelle 13,07 % - Quote-part patronale- 34,13 %. Sur un salaire mensuel de 500.000 FB cela fait un cadeau de 241.530 FB !

Le pouvoir sera toujours très indulgent avec ses fidèles serviteurs.

Au lieu de crier *au loup* en direction du cadavre du répugnant Pinochet (il était plus difficile de le faire 20 ans plus tôt), ou du trop séduisant Haider, Élio Di Rupo et Louis Michel devraient faire preuve de plus de transparence dans leurs agissements.

Laisser le peuple dans l'ignorance, afin de mieux le diriger, c'est ce que les politiciens de tout bord font, et c'est ce que je m'efforce de dénoncer en ces colonnes.

À la complicité du pouvoir, répliquons par la dénonciation des pratiques utilisées par les hommes pour lesquels arriver, et rester au pouvoir est le seul but dans la vie? à n'importe quel prix.

Cerise

UNION RÉGIONALE BRETAGNE DE LA
FÉDÉRATION ANARCHISTE

Marée noire pouvoir profits...

*Je préférerai toujours
le drapeau noir
à la marée en robe noire.*

Léo Ferré

L'Amoco-Cadiz n'aura pas suffi.
21 ans après : rebelote !

Malgré la répétition des accidents sur toutes les mers du globe (bien peu médiatisés certes, au cas où cela inquiéterait l'opinion peut-être?), malgré les mises en garde des marins et des associations écologistes, les bateaux-poubelles continuent de circuler.

La direction de *Totalfina* et les représentants de l'État font mine de s'étonner.

Une question légitime se pose, comment en est-on arrivé là ?

LE TRANSPORT MARITIME, UN SYSTÈME BIEN HUILÉ

Le pétrolier *Érika* est un exemple de pavillon de complaisance et des "progrès" que nous promet le capitalisme : enregistré à Malte, propriétaire italien, équipage indien, cargaison appartenant au groupe français *Totalfina*... Vieux de 25 ans, il a changé 8 fois de nom, 3 fois de pavillon.

Par le biais des pavillons de complaisance (fiscalisation réduite, travailleurs à la limite de l'esclavage, bateaux en mauvais état...) l'affréteur fait des économies substantielles sur le coût du transport... et les gros actionnaires de jolis dividendes.

De plus, la prime d'assurance d'un rafiot de 25 ans comme l'*Érika* n'est pas plus élevée que celle d'un navire neuf muni d'une double coque. Cela montre la **collusion des assureurs** avec ce système. Le comble: le contrôle technique obligatoire est souvent effectué par des sociétés financées par les armateurs.

Une pièce maîtresse du capitalisme

Le système de complaisance est l'équivalent pour le transport de ce que sont les paradis fiscaux pour la finance internationale. Le système capitaliste organise ainsi sa propre "illégalité" avec la complicité des États, en quelque sorte une ***re-réglementation en faveur des multinationales***.

Ainsi, les règles du transport maritime (celles qui exonèrent l'affréteur!) sont édictées par l'Organisation Maritime Internationale. Or, à l'OMI, plus un pays transporte de tonnes de fret, plus il a de voix. En outre, certains pays s'y font directement représenter par les avocats d'affaires des armateurs. On imagine quels intérêts sont défendus !

Mais il est quelque part malhonnête de s'en prendre aux pays du Sud qui fournissent les pavillons de complaisance. Non seulement parce que les pays occidentaux ont créé les leurs (Kerguelen et autres pour la France), mais aussi parce que cela effacerait la responsabilité des États occidentaux et des multinationales dans le sabotage des économies de ces pays qui deviennent dépendants de cette activité. Jamais l'intérêt des peuples ne pèse dans la balance : le pétrole de l'*Érika*, puissamment toxique et inconsommable en Europe, était destiné au final aux centrales thermiques d'Afrique de l'Est. Mieux (pire !): voir le soutien de *Tota*/à la junte militaire en Birmanie...

Ce sera un rude combat à mener contre ces logiques car la **prépondérance du transport par mer est écrasante dans les échanges internationaux**. Pour les grandes masses de marchandises, le bateau est en effet le moyen de transport le plus rapide, le plus puissant et le moins cher (aujourd'hui on sait à quel prix !). A part quelques cas marginaux sans doute, par conséquent inoffensifs, les personnels politiques, gestionnaires des États, ne se risqueront évidemment pas à attaquer une des clés de voûte du système capitaliste.

En effet, la puissance des groupes capitalistes dépasse celle des États. Loin de lutter contre eux, les États s'imbriquent dans les logiques économiques définies par les institutions supra-nationales que sont le FMI, la Banque Mondiale et Institutions elles-mêmes à la solde des multinationales et de leurs valeurs morales: la loi du plus fort, du plus rusé pour dominer et asservir ! Voilà dans quelle société nous vivons aujourd'hui!

DES REMÈDES QUI N'EN SONT PAS

Un État de gauche écolo? ILLUSION !

Nous l'avons vu, l'État n'est pas un outil neutre. Le conquérir pour tenter de mener une politique plus juste, pour, en quelque sorte, tenter " d'humaniser " le capitalisme apparaît une véritable utopie. Aucun gouvernement de " gauche " ne pourra tenir ses promesses, tout simplement parce qu'en acceptant les règles du jeu de l'économie de marché et de la propriété privée des moyens de production, il sera contraint de faire la politique correspondant aux intérêts des véritables détenteurs du pouvoir: les patrons d'industrie, les groupes financiers, les multinationales. Voilà pourquoi la politique de gauche est un mythe.

La preuve: tant le PC (le 16 octobre) que les Verts en sont rendus à appeler à des mobilisations de rue pour obliger l'État à prendre en considération les intérêts de la population ! Quel aveu ! A quoi servent leurs élu-e-s ? De relais ? Mais ce ne sont que des freins, parce que justement, une fois en place, on a tendance à attendre qu'ils/elles résolvent les problèmes. Pendant ce temps les divers lobbies les rappellent à la réalité économique du profit !

Pour parvenir au pouvoir, les Verts européens et les communistes ont fait des compromis sans fin, avec pour seul résultat d'être peu à peu absorbés par les structures de pouvoir qu'ils rêvaient de transformer.

Gayssot, ministre du transport, trouve depuis *des vertus à l'économie de marché...* À Renault-Vilvorde sans doute ?

Et, sous la gauche plurielle, ça privatise à tout va, ça rogne sur les budgets hospitaliers !

Un gouvernement d'extrême-gauche ? On a déjà donné ailleurs et on connaît sa brutalité

Un État breton ? ILLUSION !

En quoi une plus petite structure pourra-t-elle rivaliser avec les multinationales ? Qui peut croire que la politique sera différente ? L'économie de marché aura autant à sa solde les politiciens du cru. De plus, les patrons bretons sont-ils plus " sympas ", plus humanistes, plus écolos ? Il suffit de regarder l'état de l'eau ou les conditions de travail dans l'agro-alimentaire et la réponse est toute trouvée. En Bretagne ou ailleurs, les problèmes sont les mêmes.

L'Union Européenne ? ILLUSION !

Faut-il en rajouter? L'Europe est clairement libérale, bien que la majorité des gouvernements soit classée à " gauche " (on rit ?). Cette association d'États se fait davantage pour permettre la prospérité des marchés que pour satisfaire les besoins des populations et on le voit une fois encore avec cette catastrophe ! En matière de réglementation maritime, spécialement pour le secteur pétrolier, cette Europe des États est même plus laxiste que les États-Unis ! Pourtant, elle en pond des textes réglementaires!

DES PERSPECTIVES SORTIR DE LA SOCIÉTÉ DU PROFIT C'EST POSSIBLE !

- **Le droit social des marins.** Faire pression sur nos gouvernants pour une législation meilleure en termes de rémunérations et des conditions de travail des navigants est la première chose. Nous devons revendiquer l'égalité économique et sociale de tous les marins sur toute la planète! Tout navire ne respectant pas les normes devra être taxé (taxe reversée aux organisations syndicales des marins).

Qui mieux que les marins eux-mêmes peuvent défendre leurs intérêts? Il importe donc de soutenir la création de syndicats internationaux de marins. Comme partout, ce sera l'action directe et organisée des travailleurs qui pourra arracher le maximum de droits. L'un de ces droits serait inévitablement le contrôle syndical de la sécurité des navires avec la possibilité de veto sur l'autorisation de prendre la mer.

- **La sécurité des navires.** Là aussi, la réglementation doit évoluer : des labels internationaux sont à définir, avec des caractéristiques techniques bien précises. Pour cela, en accord avec les organisations des marins, nous devons harceler les représentants des États qui siègent à l'OMI.

- **L'observatoire des marées noires.** Dans les collectifs " marée noire ", est née l'idée intéressante d'un observatoire des pollutions en mers. Cet observatoire serait indépendant de l'État et des groupes

industriels. Il aurait pour mission de tenir informés la population, les médias et les autorités de tout risque lié aux transports maritimes (des hydrocarbures aux déchets nucléaires en passant par les produits chimiques...). Informer les autorités est en effet bien insuffisant. Il suffit de voir le **CEDRE**.

Dans le domaine du nucléaire, il existe au moins un laboratoire de ce type : le CRI-RAD. A nous, citoyen-ne-s, de définir ce que sera cet observatoire. On peut aussi s'inspirer du RCAC (*Association Régionale Consultative des Citoyens*), élaboré par la population d'Alaska, après la catastrophe de l'*Exxon Valdez* en 1989.

VERS UN SERVICE PUBLIC LIBERTAIRE DE L'ÉNERGIE ET DU TRANSPORT

Une approche anarchiste des services publics

Eau, transports, santé, éducation, logement, cultureY Si la notion de service public est au cœur des principales luttes de ces dernières années, c'est bien parce qu'elle est porteuse d'égalité sociale.

Les services *aux* publics (donc non marchands, universels, d'accès libre) sont un droit inaliénable. Ils garantissent l'égalité des citoyens et citoyennes et sont facteurs d'entraide sociale. Parce qu'ils reposent sur la socialisation des coûts et une répartition plus égalitaire des richesses, ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société : l'éducation, le logement, la santé, les transports, l'accès aux communications, mais aussi la gestion de la ville (au sens large), la gestion des ressources naturelles, la distribution alimentaire, de l'énergie, etc.

Pour les anarchistes, la différence entre État et service public est fondamentale.

Ce n'est pas la qualité du "propriétaire" (capitaux privés ou d'État) qui nous importe, mais la fonction d'utilité sociale pour la population. Aussi, si nous combattons la privatisation ou l'introduction du capitalisme dans le secteur public, nous ne menons pas pour autant une campagne pour la re-nationalisation de ces services.

Nous prônons la socialisation des moyens de production et de distribution, du service public et leur gestion directe par les usagers et les salariés. Un service peut très bien être détenu par l'État (ou une collectivité locale) et se donner comme objectif de fonctionner selon les critères d'une entreprise privée : faire des profits sous couvert de modernisation,... Nous n'en connaissons que trop d'exemples, de la Poste aux Universités!

Logique libérale et logique libertaire

La logique gouvernementale (=libérale) est d'imposer la rentabilité financière aux services publics, de faire payer la citoyenne et le citoyen et d'imposer aux salariés une remise en cause de leurs conditions de travail. Notre volonté est de mettre le/la citoyen-ne au centre des préoccupations du secteur public, afin de définir son action en fonction de nos besoins (usagers et salariés) et non de ceux du capitalisme ou de l'État. Ainsi, si personne ne contestera une embauche massive de personnel soignant, de profs ou de conducteurs de bus, il est hors de question pour nous de soutenir l'embauche de policiers, de contrôleurs, de matons et autres **emplois socialement néfastes**. Pour sauver le service *au* public, il faut donc le débarrasser des politiciens (de l'État), de la logique du capitalisme et du corporatisme.

De l'énergie? Laquelle ? Comment est-elle produite? Pourquoi faire?

L'économie tendra ainsi à se baser sur la satisfaction des besoins réels de la population. C'est bien le caractère d'utilité sociale (par opposition

au profit potentiel) qui doit motiver la production et la distribution de l'énergie. C'est donc l'ensemble de la population qui doit prendre les décisions.

Quelle énergie? Pour ne pas jouer aux apprentis- sorciers, il faudra **tenir compte des impératifs écologiques en termes de ressources disponibles ET des risques de pollution** : le pétrole ne brille pas sous cette approche (au rythme de la consommation actuelle, les gisements pétroliers seront sans doute épuisés au milieu du siècle prochain !)Y mais le nucléaire non plus.

Le pétrole: une denrée à économiser

- Première cible. Le transport consomme à lui seul le tiers de cette énergie.

1. *Qui dit transport, dit automobile.* - Garantie de la liberté de circuler pour tous, les transports collectifs (métro, bus, train, Y) doivent être **gratuits.** Le coût des transports en commun est en fait déjà amorti par des subventions (collectivités, parfois cotisations patronalesY) Ce que nous payons revient au coût de l'émission, de la gestion et du contrôle des titres de transport! À Hasselt, ville belge de 68.000 habitants, le réseau de bus est libre d'accès depuis juillet 1997 - En finir avec les rallyes automobiles, le ConcordeY - Soi-même, avoir un usage non abusif de son véhicule - Pourquoi les lieux d'habitation ne sont-ils pas plus près des lieux de travail? Parce que ça coûte cher, du fait des spéculateurs immobiliers (assurances, banquesY). La réappropriation et la mise à disposition **gratuite** de ces locaux est donc à organiser par des collectifs d'habitants - Utiliser sa voiture deviendra alors l'exceptionY

2. *Autre mode de transport, les camions aussi sont des gouffres!* La solution est connue, c'est le rail. Cela remet en cause partiellement la gestion en flux tendus pour les industriels et pour la grande distribution. Et alors! Est-ce que ces groupes partagent leur profit?

Comme nous l'avons déjà dit, c'est bien l'utilité sociale d'une activité qui importe. En Suisse, le principe du rail est adopté.

- **Deuxième cible : L'armement** nécessite aussi énormément d'énergie: pour sa fabrication, mais aussi par l'utilisation abusive des stocks pour le renouvellement des budgets. On ne va pas ici en faire le procès mais à quoi sert l'armement? A faire la guerre ! L'armement est une production socialement inutile. Il n'est pas un gage de sécurité parce que sa dissémination (via les exportations) permet la généralisation des foyers de guerre. Il ne peut relever par conséquent d'une activité de service public. Y a-t-il meilleur signe de paix à l'égard des autres peuples que préparer la reconversion des usines d'armement? Les capacités technologiques des arsenaux, des groupes privés du marché de l'armement, sont à réorienter. Le transport du pétrole mérite qu'on l'améliore à l'évidence.

- **Troisième cible : les chauffages.** Qu'ils soient au fioul ou électriques, ces modes de chauffage sont à réduire drastiquement. Le premier parce qu'il est polluant, le second parce qu'il est dévoreur d'énergie. Des alternatives existent (filière bois...).

Sortir du nucléaire

On ne peut faire l'impasse de remettre en cause cette énergie : d'abord des catastrophes bien plus graves peuvent surgir, on ne sait pas non plus que faire des déchets. Ensuite, nucléaire civil et militaire sont intimement liés ! Enfin, les centrales nucléaires ne peuvent fonctionner que par un pouvoir centralisé : les populations ne peuvent intervenir sérieusement sur la gestion d'installations aussi dangereuses.

En revanche, les énergies renouvelables offrent un cadre plus favorable à une société autogestionnaire. Ainsi quelques connaissances et un peu de bon sens suffisent pour que tout un chacun puisse donner, dans le cadre de décisions collectives prises dans les communes accueillant ces installations, un avis pertinent sur les questions de leur installation, de leur exploitation ou de leur maintenance.

Parce que les sources d'énergie renouvelable sont réparties naturellement de façon plutôt égalitaire sur l'espace géographique (une région peut être plus favorable à l'éolien, une autre au solaire, une autre encore à la biomasse), leur exploitation est un atout non négligeable pour un service public libertaire non étatique, géré directement par la population. *Dans tous les cas, le niveau des risques acceptables sera à définir de manière collective.* Il importe par conséquent d'avoir des informations fiables sur les projets. Actuellement, l'information paraît bien orientée vers certains intérêts

En attendant, tant les risques sont grands, il faut faire pression sur les autorités, spécialement françaises, pour la sortie la plus rapide possible du nucléaire en faisant tourner à 90% les centrales thermiques au charbon et au fioul, en arrêtant l'exportation

Une autre gestion des services publics: la gestion directe

Plus rien ne doit appartenir à des groupes privés ou à l'État. Les gisements de matière, les entreprises chargées de les transformer et les moyens de transport ne peuvent relever que de la propriété collective, sociale. Les besoins sont à définir par les usagers, consommateurs. La gestion et le fonctionnement des entreprises doivent revenir aux mains des travailleurs. L'égalité économique interprofessionnelle en découle automatiquement. Les organes de gestion, là où ils sont nécessaires, devront être élus et révocables. Ainsi, les pétroliers, qu'on peut intégrer au service public, dans la mesure où le pétrole permet aux transports de fonctionner, seront gérés par les marins eux-mêmes. Les syndicats de marins, à part égale avec l'observatoire dont nous avons élaboré les traits plus hauts, seront chargés de veiller à la sécurité des navires.

En attendant,
Total doit supporter
les coûts de la pollution!

Le FIPOLE est limité à 1,2 milliards de francs et *Total* a déjà intégré ses cotisations dans ses coûts. Il faudra bien rogner sur ses bénéfices qui sont en hausse (10,2 milliards en 1999) !

A Lorient, pour nettoyer les plages, la mairie embauche des CES. Cela montre combien les gestionnaires, à quelque niveau qu'ils se situent, ont intégré les valeurs de flexibilité et de précarité. Imposons des vrais contrats de travail ! **Du pognon, il y en a !**

Tout ça ne tombera pas du ciel ! ni des élections ! Les États et les industriels ne s'y plieront que sous notre mobilisation. Syndicats, groupes de consommateurs, doivent fonctionner de concert. Manifestations de rues, grèves, occupations de conseils d'administration, et toute action directe sont nos outils. *Les mouvements ne sont que des gens ordinaires qui s'unissent, qui cherchent les moyens de combattre ce système et créer un autre futur.*

Union Régionale Bretagne de la Fédération Anarchiste

- Groupe Jes Futuro

C.E.L., BP 38, 22301 Lannion Cédex

- Groupe Les Temps Nouveaux

C.E.L., BP 728, 29277 Brest Cédex

- Groupe de Nantes

ACLN, BP 60221, 44000 Nantes Cédex 1

- Groupe libertaire Francisco Ferrer

Cité Allende B19, 56100 Lorient.

- Groupe La Commune

MJC La Paillette, rue du pré de Bris
35038 Rennes Cédex.

- Groupe libertaire René Lochu

6 rue de la Tannerie, 56000 Vannes.

CARTE DE VISITE ANARCHOSYNDICALISME

La CNT pour un autre futur

La CNT, c'est quoi ?

La Confédération Nationale du Travail (CNT) regroupe des syndicats dont les principes et les buts sont libertaires.

Elle lutte aussi bien sur le terrain économique et social que sur nos lieux de vie et de travail, pour atteindre enfin une société égalitaire.

Héritière du syndicalisme de combat, de luttes d'hier et aujourd'hui, elle incarne un syndicalisme insoumis aux partis politiques, aux idéologies religieuses, à l'appareil d'État ou à l'armée.

La CNT dans quelles luttes ?

Contre les agressions quotidiennes du patronat et de l'État, la CNT est partie prenante de l'action pour organiser la défense des intérêts immédiats des travailleurs(es).

Elle ne se limite pas dans la seule lutte du cadre de l'entreprise : la réappropriation des logements vides, le refus du nucléaire, l'action concrète contre le racisme, le fascisme, le sexisme sous toutes leurs formes, la lutte contre les oppressions patronales et étatiques, etc. sont autant de terrains où nous pouvons faire agir nos propres forces individuelles et collectives.

Un des principaux objectifs de la CNT est la lutte anti-capitaliste pour combattre un système uniformisant, qui fait de chaque

travailleuse(eur), de tout individu une marchandise ou un(e) consommateur(trice) suivant les buts qu'il s'est fixé.

La lutte cénétiste s'inscrit aussi dans...

- **L'anti-étatisme** : la CNT refuse toute forme d'organisation de la société où existe dirigeants et dirigés, notamment en politique, mais aussi dans le syndicalisme institutionnel, réformiste, corporatiste et de collaboration.
- **L'anti-parlementarisme** : la CNT agit d'un point de vue global ; si son activité ne vise pas la conquête des pouvoirs politiques ou syndicaux, c'est parce qu'elle a comme but l'abolition de toute fonction étatique dans la perspective de la gestion directe.
- **L'anti-militarisme** : l'armée est un des piliers de la société capitaliste dont le rôle est de réprimer les populations dès lors qu'elles s'écartent des chemins de l'ordre établi.
- **Un projet de société** basée sur le communisme libertaire dans laquelle l'État sera remplacé par une société fédéraliste fonctionnant suivant des principes autogestionnaires.

Rien à voir donc avec la grande supercherie des États communistes dictatoriaux russes, chinois et autres, que nous avons ? hélas ? trop connus !

Nos principes

C'est parce que personne ne se battra à notre place, que les militant(e)s de la CNT [salarié(e)s, chômeur(euse)s, précaires, étudiant(e)s, sans-abris, immigré(e)s, etc.] s'organisent pour construire un syndicalisme différent et original, sans dieu ni maître, sans élus ni bureaucrates syndicaux, pour faire émerger de nos luttes un autre futur :

- **La démocratie directe** : à la CNT, les décisions se prennent à la base. Ce sont les salarié(e) en lutte qui, en assemblées générales (AG), décident des actions et des orientations à mener. Sur le terrain, nous pensons que c'est à tous(tes) qu'appartiennent nos luttes, nos espoirs et nos revendications, mais certainement pas à des directions politiques et/ou syndicales quelles qu'elles soient (il n'y a pas de chef ni de permanents syndicaux) ! Les décisions prises en AG doivent être appliquées par des personnes élues et mandatées de façon précise et révocables à tout moment.

- **L'action directe (ou intervention directe)** : depuis fort longtemps, nous savons que ce n'est pas de siéger dans les organismes paritaires (étouffement du syndicalisme combatif et revendicatif) qui améliore le sort des salarié(e)s. C'est pour cela que seuls une mobilisation et un rapport de force suffisants payent !

- **La solidarité** : travailleur(euses), chô-m(eur)euses, précaires du public comme du privé, nous sommes tous et toutes prisonni(er)ères du système capitaliste dans lequel nous vivons. Toutes et tous subissons des conditions de vie sans cesse dégradées. Reprenons en main nos vies individuelles et collectives ! Partageons et soutenons les luttes justes d'ici et d'ailleurs, de ceux et celles qui veulent vivre, rêver debout pour ne plus être couchés : les opprimés, les aliénés, les enfermés, les humiliés, les exploités, les sans-papiers, les sans-boulot, les déserteurs, les insoumis, les minorités, etc.

Démocratie directe, solidarité et action directe sont à la base de l'anarcho-syndicalisme.

Quels moyens d'action ?

Dans le cadre des luttes sociales, la méthode d'action directe essentielle est la grève générale ou partielle qui est l'outil de lutte que les patrons de tous les pays s'efforcent de limiter(législation), d'encadrer(rôle des bureaucraties) ou de briser(interdiction).

Si la grève est l'élément essentiel du rapport de force ? même si ce n'est le seul -c'est aussi un instant de vie qui permet l'instauration de nouveaux rapports entre ceux qui luttent.

Et l'AIT ?

La CNT ne livre pas son combat de classe de façon isolée ; elle est adhérente à l'Association Internationale des Travailleurs (AIT).

Son fondement est internationaliste : elle regroupe la CNT espagnole, la FAU allemande, la SF anglaise, l'USI italienne, la COB brésilienne, la FORA argentine, la WSA américaine, etc.

L'AIT, organisation internationale solidaire, a comme objectif de combattre le capitalisme à l'échelle mondiale.

CNT

33 rue des Vignolles - 75020 Paris



DOCUMENT - VIVA ZAPATA

Deuxième rencontre inter-américaine
Pour l'Humanité

et contre le NéoLibéralisme

Fin décembre 1999,
c'est tenue au Brésil,
la *Deuxième Rencontre
Américaine pour
l'Humanité et contre
le Néo-Libéralisme.*

En voici
la déclaration finale.

Et finalement eut lieu la rencontre pour laquelle nous avons tant lutté - une rencontre de rêves, d'expériences et de volonté. Dans la ville de Santa-Maria-de-Belém se retrouvèrent des femmes et hommes en lutte (de 24 pays d'Amérique et d'Europe) pour réaliser, sur les bords du puissant fleuve Amazone, cette *IIème Rencontre Américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme.*

À ce grand événement, ont participé près de 3.000 camarades (femmes et hommes). Des indigènes canadiens aux travailleurs argentins. Des Noirs, Indiens et Brésiliens sans terre jusqu'aux Zapatistes mexicains. Ce fut une rencontre importante et diversifiée.

Cette *IIème Rencontre* a eu lieu à un moment où l'Amérique est pleine d'indignation et de révolte. Aux oreilles de toutes et de tous retentirent les cris des manifestations à Seattle, durant la réunion de l'*Organisation Mondiale du Commerce* (OMC).

Cette *IIème Rencontre* a pris place à un moment d'extrême gravité pour notre continent. L'impérialisme nord américain - cœur et bras

armé du grand capital - attaque tous les peuples d'Amérique. Non content de maintenir l'odieux blocus économique contre un pays souverain comme Cuba, il élargit son rayon d'action en faisant la promotion d'actions déstabilisatrices du processus politique en marche au Venezuela ; il s'allie au gouvernement mexicain pour l'agression contre les peuples indigènes du Chiapas et contre tout le mouvement populaire et révolutionnaire de Mexico, et, ce qui est plus grave, il cherche à développer son intervention militaire contre la rébellion populaire en Colombie. Pour cela, il installe des bases militaires dans les pays voisins et fait pression sur les gouvernements du Brésil, de l'Argentine et du Pérou pour les embarquer dans l'aventure de l'invasion du territoire colombien. Sous le prétexte de combattre le narco-trafic - un grand "business" financé par de riches hommes d'affaires - il envoie des contingents chaque fois plus importants de conseillers militaires. Stopper cette escalade agressive est la tâche la plus urgente pour les peuples d'Amérique. Pour cela, nous lutterons, au coude à coude, contre ces agressions. Dans le même état d'esprit, cette *IIème Rencontre* a pris position en faveur de l'autonomie territoriale et de l'autodétermination économique, sociale, politique et culturelle des peuples.

Pendant cette *IIème Rencontre* s'élevèrent de nombreuses voix.

- Celles des mouvements syndicaux, qui cherchent à défricher de nouveaux chemins pour résoudre les dommages résultant de l'exploitation (sans frein) non régulée provoquée par la mondialisation de l'économie. Ils luttent contre le chômage et pour la réduction de la journée de travail.

- Celles des jeunes du continent, qui, dès le début de leur jeune vie, se trouvent acculés au travail infantile, voient leurs droits à la santé et à l'éducation complètement niés, et, s'ils survivent, sont obligés de supporter le spectre du chômage

- Celles des petits agriculteurs ruinés par les projets qui profitent seulement aux *latifundistes* (les grands propriétaires terriens), et par un système qui nie le crédit et l'assistance technique et pratique des intérêts usuraires.

- Celles des travailleurs sans terre qui, avec courage et organisation, luttent pour un lopin de terre à cultiver pour vivre.
- Nous entendons la clameur des indigènes en lutte pour récupérer leurs terres ancestrales, défendre la nature et affirmer leur culture.
- Également très fort le cri du peuple noir, qui jamais ne se rendit et continue à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage.
- De la même façon, dans le cœur des délégués, la détermination des mouvements de femmes, d'homosexuels et porteurs de nécessités spéciales, qui luttent avec bravoure pour conquérir des droits égaux et la dignité.
- Enfin, pendant cette *Rencontre* qui a eu lieu dans la capitale de l'Amazonie on ne pouvait oublier les voix de la flore. Elles étaient présentes : celle des *récolteurs de caoutchouc* et celle des écologistes nous ont rappelé qu'il est nécessaire d'exiger la fin du pillage de la nature, en particulier dans la région amazonienne, en combattant toutes les formes de bio-piraterie et la déprédation du milieu naturel et en luttant pour la réforme agraire sous le contrôle des travailleurs.
- De la même façon, nous avons manifesté notre opposition absolue contre toutes les actions et projets qui détruisent massivement le milieu ambiant. Nous tous le savons: le capitalisme est un mal qui porte atteinte à l'existence de la planète.
- À Belém, **nous** avons décidé que le mouvement initié par ces rencontres doit continuer comme l'un des espaces d'articulation de la lutte de résistance des peuples américains. Et c'est pour cette raison que nous avons accepté le cœur content l'offre généreuse provenant de tous nos frères *Anishnabaie* canadiens pour être le siège de la *IIIème Rencontre américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme*. Sachant que nous nous verrons prochainement, cette fois dans les plaines de l'Amérique du Nord, reçus par des guerriers et des guerrières qui luttent pour leur liberté depuis plus de 500 ans.
- À Belém, **nous** avons décidé que la dynamique de ces *Rencontres* doit être un instrument d'organisation de notre lutte. C'est pour cela que

nous en appelons à tous les *Comités Préparatoires* pour qu'ils continuent la lutte. Nous assumons la grande tâche qui s'annonce déjà pour l'année 2000 : la participation au mouvement **Brésil, 500 Ans de Résistance Indigène, Noire et Populaire**. L'année 2000, que tous et toutes s'unissent aux 2000 indigènes qui seront présents à Porto-Seguro pour dire aux autorités qu'à partir de maintenant, au Brésil, *ce seront d'autres 500*. L'importance de cette lutte ne se résume pas au Brésil. Cette *IIème Rencontre américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme* a assumé de façon explicite l'héritage des 5 siècles de la résistance indigène, noire et populaire, revendiquant de renforcer le mouvement continental indigène, noir et populaire, son projet historique et sa stratégie unitaire.

- À Belém, **nous** avons demandé l'implication de toutes et de tous, sous des formes les plus diverses, à la lutte pour la liberté de **Mumia Abu Jamal**, militant des *Panthères Noires*, emprisonné, isolé et condamné à mort, par un jugement inique aux États-Unis.

- À Belém, **nous** avons demandé également que tous les pays d'Amérique participent à la **Marche Mondiale des Femmes contre la Pauvreté et la Violence**. L'émancipation du genre humain sera vraiment effective quand la dignité et la créativité des femmes seront reconnues dans les actes de la vie quotidienne, petits et grands, dans les sphères publiques et privées. La marche soulignera l'oppression des femmes et la nécessité de la construction de nouvelles relations non hiérarchiques dans les rapports hommes/femmes.

- À Belém, **nous** nous sommes prononcés en faveur de la liberté totale d'accès à l'information et aux productions culturelles de résistance par tous les moyens possibles. Pour atteindre cet objectif, nous proposons que se mettent en place des réseaux de communication permanents qui permettront l'articulation des luttes des organisations populaires qui s'opposent à la marée néolibérale, pour défendre l'humanité, en exerçant une intense vigilance afin d'accomplir le plein usage des droits humains.

- À Belém, **nous** avons décidé de mettre en pratique les principes de l'internationalisme et de l'unité des peuples. Pour cette raison, nous

avons décidé de rejoindre les divers mouvements qui s'occupent de la dette externe, en présentant une proposition de réaliser un référendum sur le paiement de cette dette. Ce référendum devra être préparé avec le concours de millions de personnes. C'est un travail complexe, qui exigera la participation massive de beaucoup de frères qui n'étaient pas présents ici, mais la lutte a commencé. Nous avons quitté Belém décidé à trouver, pour les rejoindre, toutes les organisations populaires du continent pour la construction d'un **non** retentissant à une dette illégitime et criminelle.

- À Belém, **nous** avons décidé que notre marche doit continuer et pas seulement au figuré. Ainsi, nous étions en faveur d'une grande *Marche Américaine* qui, commençant simultanément du Canada et du Brésil, parcourrait de nombreux pays du continent, stimulant et incorporant diverses luttes et manifestations locales, regrouperait un nombre chaque jour plus grand de camarades (femmes et hommes). Le point d'arrivée finale et de rencontre serait Ciudad-Juárez, à la frontière du Mexique et des États-Unis, où se trouve cet odieux mur de métal, protégé par des hélicoptères, des gardes et des chiens, séparant symboliquement l'opulence des riches et la misère des pauvres de notre continent, en incluant ceux des États-Unis et du Canada. Pour que l'Histoire retrouve son cours, ce mur doit tomber. Au cours d'une manifestation avec des milliers de participants de diverses nationalités nous célébrerons notre unité et nous montrerons très clairement que le monde doit tourner d'une autre façon. Cet événement de répercussion mondiale signifiera un gigantesque pas en avant pour notre lutte. Une journée pleine de défis réalisés grâce à la lumière de nos bannières et de nos cœurs.

Pour transformer un tel rêve en réalité, nous organisons en mars prochain, une réunion préparatoire au cours de laquelle nous devons revoir tous les points et délibérer sur les prises de position et les stratégies.

- À Belém, **nous** avons assumé ces compromis et ces tâches. Pour cela, nous allons rester organisés de façon large, démocratique, diverse, nous alliant au maximum d'amis et d'alliés.

- À Belém, entre le 6 et le 11 décembre 1999, se leva la torche allumée au Chiapas, en 1996, durant la *Première Rencontre Américaine pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme*. Sa lumière continuera à illuminer le continent.

Belém do Pará
Amazônia Brasileira
11 Décembre 1999
164 ans de la Révolution *Cabana*

La Rencontre vue de l'intérieur

Je me trouvais donc à João-Pessoa au début décembre, et c'est de là que j'ai entrepris le voyage à Belém (40h de bus) pour participer à cette grande rencontre zapatiste. Les documents préparatoires que j'avais lus m'avaient rendu méfiant et perplexe, en raison de l'emprise des partis politiques, syndicats, organisations, assez hétérogènes. Mais, naïvement, je me disais; *S'ils ont envie d'être zapatistes, pourquoi pas!* La perspective zapatiste est d'inclure, et pas d'exclure... Enfin me voila dans le bus, et, à Recife nous nous trouvons une dizaine embarqués ainsi pour Belém. Nous faisons vite connaissance : il y a un couple d'Argentins très sympathiques et ouverts; de même une jeune Espagnole (prof d'espagnol à Berlin). Et puis, un groupe de gars de Recife, appartenant au PCR, proclamant haut et fort leur attachement au stalinisme. *Bonjour l'ambiance!* Au moins c'était bien pour se préparer à ce qui nous attendait à Belém: un délire de bannières, de banderoles, de stands, de slogans, tout un attirail de propagande donc, au profit d'un Parti communiste (il y en avait 11 espèces), socialiste de ceci ou cela, anarcho-punk, et autres organisations qui, manifestement n'étaient là que pour se faire valoir, pour se faire voir et entendre! Par contre le Mouvement des Sans-Terre du Brésil n'était pas là. On m'a fourni un

tas d'explications contradictoires, il semble bien que le retrait du MST soit dû à un désaccord avec le comité organisateur de la *Rencontre*. Du coup le MLST (une dissidence trotskyste) essaye de faire son beurre en étant très présent. Quant à moi, je commençais vite à rencontrer des gens qui, comme moi, étaient écoeurés. L'organisation semblait bien verrouillée (par les partis de gauche brésiliens, surtout le PT qui gouverne la ville), et pour donner le ton, les deux premiers orateurs invités étaient un Français, Jean-Pierre Page, de la CGT (j'apprendrai ensuite qu'il avait été, ou était encore, au Comité Central du PC), et un Cubain Eddy Jimenez Perez, en tournée au Brésil pour vanter la qualité de la démocratie à Cuba !

Il y avait une petite délégation mexicaine, dont deux indigènes, Luzia et Abram, représentant l'EZLN, qui ont été remarquables par la clarté de leurs témoignages, mais qui étaient également remarquablement marginalisés. Figurez-vous que même leurs interventions étaient saluées par des slogans comme celui-ci : *Brasil, Cuba, América Central, La lucha socialista e internacional*. Et les drapeaux qui s'agitaient autour d'eux étaient pro-cubains, pro-colombiens... mais pas du tout zapatistes. Un apport très intéressant a été aussi celui des indigènes du Brésil. Malheureusement, l'organisation assez chaotique de la *Rencontre* n'a pas facilité les occasions de dialogue entre eux et les zapatistes.

Pour ce qui est des contacts qu'un tel rassemblement procure, c'est assez extraordinaire: j'ai eu de bons contacts avec des gens qui commencent un comité zapatiste à Rio, avec deux parisiennes des Verts, le dernier jour avec une déléguée du FZLN. Après tout cela, je me dis, voilà où nous en sommes: des énergies toujours abondantes, jeunes, généreuses (il y avait autour de 3.000 personnes inscrites); et aussi l'éparpillement, les divergences, la radicalisation, et tant de contradictions ! La cacophonie de Belém ne correspond pas du tout au germe zapatiste. La plante ne correspond pas à la graine... c'est du ZGM (*Zapatisme Génétiquement Modifié* dans les laboratoires des Partis et organisations qui ne sont venus que pour leur profit). Cela posé, une question quant au type d'organisation de cette rencontre. Bien que l'initiative en revienne aux Brésiliens (et sans doute surtout la ville de Belém), la convocation a été lancée depuis le Chiapas par Marcos, alors

qu'il était clair que ce ne serait pas une rencontre zapatiste. Alors pourquoi Marcos a-t-il lancé cette convocation ? Qu'on cherche à faire une rencontre élargie à un éventail de partis et organisations, pourquoi pas, si l'on est prêts à réfléchir ensemble, donc à s'écouter, donc à dialoguer. Cela suppose d'adhérer à une charte commune (et les zapatistes peuvent offrir cela). Cela exige aussi que chacun laisse les drapeaux et les slogans dehors. La *Rencontre* de Belém n'a pas du tout pris ce chemin. Elle nous met au moins devant la réalité des divisions idéologiques encore très fortes, et nous montre tout le travail à accomplir pour qu'une rencontre réelle soit un jour possible. Il y a un travail énorme à faire de la part des militants zapatistes, et en Amérique Latine j'ai l'impression qu'ils sont peu nombreux.

André

Transmis par le Collectif Ya Basta !, 22 rue Rosenwald, 75015 Paris,
yabastaParis@hotmail.com.

RÉSEAUX / DOSSIERS X / SUITE

J'ai été consommée pendant 15 ans !

Intervention
de Regina Louf, alias X1,
lors d'une présentation du livre
sur Les Dossiers X.

Bien que j'aie l'impression d'avoir pris les bonnes décisions ? témoigner, rompre le secret sur le réseau dont j'ai été victime, attaquer juridiquement la clôture de mon dossier, lutter aux côtés des enquêteurs qui ont des problèmes suite à mes déclarations ? j'ai le sentiment que je me noie lentement dans le chagrin, la douleur, la

désillusion, l'impuissance et la résignation. Il n'y a pas grand chose de joyeux à raconter. Pour la plus grande partie de la population, tant dans les couches aisées que modestes, je suis une affabulatrice, une menteuse, une folle. Je suis "contaminée", isolée, car peu de gens comprennent ce que signifie être prise sous le feu des projecteurs, et comme il est douloureux de voir sa vie transformée en caricature. Parfois ça va, puis les journaux publient des photos de Nihoul (voir AL 223) triomphant, libre, irréprochable, crédible ! Cela me mine.

Et s'il n'y avait que cela. Tous ceux qui m'ont écoutée ont eu des problèmes, tout ce que j'ai raconté a été utilisé contre moi, les autres témoins font les morts. Peut-être ai-je fait plus de mal que de bien en témoignant. Que faire comme individu ? Comment apprendre à vivre avec cela ? Comment vivre avec un passé qui pèse toujours si lourd, mais qui se voit réduit à un fantasme ? Comment vivre en sachant que la situation des enfants dont on abuse est pire encore aujourd'hui ? Alors que j'ai agi dans le but valable de briser un tabou, n'ai-je pas aggravé les choses ? Que faire avec de bonnes intentions qui s'avèrent désastreuses ?

Courageuse ? Cela me soulève le cœur d'entendre cela. Je ne suis pas courageuse. Je suis désespérée et je cherche un chemin.

Mais je tâtonne chaque jour un peu plus dans l'obscurité. Cela fait mal. Réaliser qu'on a fait plus de mal que de bien, que tous les efforts ont été vains. Par exemple, mon père est plus respecté quant à son droit de garde de ses petits-enfants que moi, leur mère.

Comment vivre avec toute cette injustice ?

Je ne sais pas, vraiment plus. Je ne sais pas combien de temps l'arc pourra encore se tendre sans se rompre.

Quand je récapitule mes trente ans, le résultat est plus que triste. Pendant quinze ans j'ai été abusée, utilisée et consommée. Ce n'est pas une jeunesse. Quand je riais, je le faisais par moi-même. Personne ne m'a jamais serrée dans ses bras, enfant, si ce n'est pour me blesser. À quinze ans j'ai fait la connaissance de mon mari, seul bonheur que la vie

m'ait apporté. Par lui et avec lui j'ai lutté, pour donner un sens à mon existence, en dépit de tout. Je cherchais une façon de continuer à vivre, je voulais pouvoir porter le poids de mon passé sans en être détruite. J'ai eu quatre enfants, qui représentent plus que tout pour moi. J'ai lutté pour réaliser mon rêve : une ferme.

Ma vie aurait pu se poursuivre tranquillement, mais j'ai choisi de témoigner.

Témoigner... ouvrir la bouche... évoquer les souvenirs... attaquer mes bourreaux au grand jour. Ce fut en même temps la meilleure et la pire de mes décisions. Elle me dévore lentement. Comme si cet affrontement était encore pire que mon passé. Je suis minée de l'intérieur, comme si mes souvenirs et mon être même étaient des fantômes ou des hallucinations. Est-ce que j'existe encore vraiment ? Je me le demande jour après jour.

Je sais aussi que je reçois beaucoup de marques d'estime. Je sais que beaucoup de personnes me soutiennent. Cela me fait du bien et souvent cela me donne le coup de pouce nécessaire pour continuer. Mais toutes les critiques et les rires moqueurs ne glissent plus sur la carapace de mon indifférence. Je ne les supporte tout simplement plus. L'impression d'être prise dans une spirale descendante m'opprime. Parce que je sais que mes bourreaux ont gagné. Comme de bons voyants, ils m'ont prédit : *Tout ce que tu diras sera utilisé contre toi, on cassera tous ceux qui t'écouteront, on ne te croira jamais, nous te dompterons.*

Et c'est ce qui est en train de se produire. Je tremble quand je vois un gendarme, en uniforme ou pas, je redoute plus que jamais les confrontations, parce que celle qui a eu lieu avec Tony a été un vrai désastre. J'ai peur des interrogatoires et j'ai l'impression d'avoir besoin de plus en plus de courage pour les affronter. J'arrive au bout de ma résistance, aussi difficile que puisse me paraître l'abandon. J'ai de plus en plus souvent le sentiment que je balance entre un humour aigu qui me permet de relativiser et une dépression sans fond. Je ne peux pas promettre que j'aurai assez de force pour continuer à lutter. Quand on se retrouve sans cesse KO, n'est-il pas temps de quitter le ring ?

Si je continue, c'est principalement pour soutenir des gens comme Patriek De Baets. Il a enquêté - sans plus - que cela soit clair. Nous n'avons pas de relations, nous ne sommes pas père et fille, il n'a jamais été mon souteneur, il ne m'a pas manipulée ni "inspirée". Il a écouté... la plus grande erreur de sa carrière. Alors que les relecteurs n'ont pas dû s'expliquer une seule fois sur leurs idioties, leurs faux en écriture et leurs mensonges, on casse De Baets parce qu'il a écouté le mauvais témoin ? chose qu'en sa qualité de flic il ne pouvait refuser. S'il est une chose qui me blesse profondément, à tel point que les plaies peuvent à peine cicatriser, c'est bien cela.

J'ai donc décidé de poursuivre jusqu'à ce que l'arc se brise. Je ne sais pas quand. J'espère tenir jusqu'à ce que nous puissions obtenir un léger succès : dans dix ans, quand tout le monde aura oublié ces affaires et que les bourreaux seront à l'abri - pour cause de prescription ? des magistrats pourront admettre que l'enquête sur les dossiers connexes (ndlr : à l'affaire Dutroux) et l'enquête de Pignolet contre De Baets et moi-même auront été la plus grande absurdité du siècle.

Regina Louf

MISE AU POINT

Quelques réponses à quelques critiques

Au risque de nous répéter : la vie sexuelle (avec toutes ses fantaisies) entre partenaires autonomes, libres et consentants ne regarde que celles et ceux qui y jouent !

Là où il y a problème, c'est quand le plaisir de l'un (ou de l'une, mais c'est plus rare) passe par l'asservissement, la domination, l'exploitation, l'humiliation et la souffrance de l'autre (et particulièrement si cet autre est un enfant).

Imaginons, le prince d'un petit pays qui, normalement, ne devait jamais devenir roi (qui eut pu imaginer que son grand frère, si sain, disparaîtrait à 60 ans ?).

Ce petit prince s'ennuyait un peu, entre la représentation internationale et la griserie de la vitesse.

Pour pimenter son existence, il participe à des soirées, disons, un peu "spéciales". Entre adultes consentants (même si c'est affligeant de devoir payer les filles), ces petites sauteries se passent sans problèmes et personne n'a rien à y redire (sauf si le petit prince se met à donner des leçons de morale du genre *Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais*).

Imaginons qu'un jour, notre petit prince se soit fait piéger, dans une de ces soirées où la souffrance d'un ou de plusieurs mineurs, procure du plaisir à celles et ceux qui peuvent se la payer (les *Ballets roses* du Brabant wallon).

Imaginons qu'ensuite, ce petit prince devienne roi, par les hasards de la vie... et de la mort.

Ne pensez-vous pas que les "complices" d'hier utiliseront leur "relation" avec l'ex-petit prince devenu roi pour s'assurer l'impunité sur leurs actions passées...

C'est tout ce que nous disons, et c'est énorme !

Nous ne donnons de leçon de morale sur la sexualité à personne (comptez sur la fantaisie des libertaires pour en jouir tout à loisir).

Nous ne faisons aucun rapprochement automatique entre ces faits (évoqués dans une série de bouquins depuis 20 ans, voir notre article du mois dernier) et l'affaire Dutroux.

Nous disons que l'impunité liée à la participation éventuelle d'un (futur) chef de l'État à ces actes le met en situation de chantage par rapport à celles et ceux (réseaux ?) qui y ont également participé (voir les témoins X).

Babar
Alternative Libertaire

LU DANS LA PRESSE
LE MATIN 3 FEVRIER 2000

Neufchâteau bloqué par le palais royal ?

Trois publications
font dans le tir convergent.

Dans le mode - attaque frontale, toute bride abattue, c'est du jamais vu. Incontestablement.

Allegro : Il est de notoriété publique - même si personne ne le dit publiquement - qu'Albert (Albert II, roi des Belges) a toujours apprécié la compagnie de prostituées, aussi bien à Ostende, il y a plus de trente ans (où il fit scandale à l'hôtel La Renommée), que récemment à Cannes, où une call-girl à qui il avait offert des bijoux de chez Cartier lui vola son carnet de chèques après son retour en hâte à Bruxelles, suite à l'évasion de Dutroux.

Andante : Il faut dire que la consommation de prostituées est une tradition du Palais. Léopold II, neveu de la reine Victoria, était client d'un réseau de prostitution anglais fournissant de très jeunes filles. Plus tard, il rencontra Caroline, prostituée de seize ans, qu'il épousa sous le nom de Baronne de Vaughan.

Et vivace sur cette soirée qui aurait eu lieu vers 1980, en présence d'Albert, où le très jeune amant d'une certaine "Bébelle" perdit la vie, au cours de ce qu'il croyait être un jeu érotique. "Suicide" ou "pendaison érotique" susurrerait-on le lendemain au Sablon.

Les citations proviennent d'une tribune libre publiée dans le numéro de février d'*Alternative Li-bertaire* (n°225 p.13, *Le mal au dos du Roi*). Tout sauf frivole, le texte est longuement argumenté et étayé par des références qui en tra-cent le sérieux : elles vont des *Mémoires inédites* de Jacques Pirenne au *King Leopold's Ghost* d'Hochschild en passant par une coupure du *Peuple* du 25.4.1949.

Travail d'historien, incendiaire. Le propos, pour résumer. L'occultation constante et l'inviolabilité constitutionnelle de la vie privée du palais ne feraient pas problème si elles n'avaient pas pour effet d'être étendues aux milieux criminels qui l'ont côtoyée.

Et l'auteur de la tribune de rappeler les dossiers de ballets roses non élucidés, de rappeler aussi que *cette mouvance perverse du début des années 1980 est précisément le milieu où trônait Nihoul*, surnommé le *Prince de la nuit* : *ce Prince a dû croiser l'autre à de nombreuses occasions*. L'autre ? Albert. Les implications sont lourdes. Tellement lourdes qu'il faut se tourner vers la France pour les voir formulées. Neufchâteau bloqué par le palais royal ?

La peur bleue de la justice. C'est la conclusion de notre confrère parisien *Politis* dans un article du 2 décembre dernier. Prenant comme point de départ le livre de Van Heeswyck, Bulté et De Coninck (*Les dossiers X*, EPO, 1999), il revient sur les *innombrables actes délibérés de falsification de pièces et d'obstacles à l'enquête* qui émaillent l'instruction de Neufchâteau sur les réseaux d'enlèvements, d'abus et de prostitution d'enfants.

Il y revient pour énoncer noir sur blanc ce que - n'osant pas franchir le pas ? - ces auteurs *n'écrivent jamais clairement*, à savoir que des *blocages aussi frénétiques* dans une enquête sont inexplicables si on n'assigne pas une *raison majeure et unifiante à tous ces comportements*. Cette raison, portant en germe *une crise politique majeure*, est l'implication indirecte du palais royal dans le dossier. Pour comprendre l'impasse de Neufchâteau dans ce volet de l'enquête, il faut se poser la question, toute simple : *Qu'est-ce que la justice avait peur de découvrir ?*

Là, *Politis* n'invente rien. Le livre en question dissèque longuement cette page décisive de l'enquête. On est à la fin de 1996. Par quatre fois, les enquêteurs entendent longuement le témoin X3. Particularité : enfreignant une des règles les plus élémentaires de la procédure judiciaire, ils ne, consignent rien par écrit. Pour tous ceux qui sont au courant dans cette instruction, en effet, les déclarations de X3 ouvrent un gouffre devant leurs pieds. Car, en accusant des membres de la maison royale, elle amorce *une bombe atomique constitutionnelle*.

Verdict d'un des enquêteurs, cité dans le livre : *Plutôt que de courir ce risque, on a décidé à la mi-1997 qu'il fallait saboter les enquêtes, de gré ou de force.*

Ce qui fut fait. Les enquêteurs qui en ont fait les frais, n'ayant pas voulu jouer ce jeu, viennent d'être lavés de tous les soupçons judiciaires dont on les avait surabondamment chargés, deux années durant. Ce faisant, la justice rend inexplicable l'acharnement dont ils ont fait l'objet. Esquisse de solution dans *Alternative Libertaire* et *Politis* ?

E.R.

Journal "Le Matin", 3.2.2000

COURRIER / MONARCHIE

Ça dégénère ?

Le chef de cabinet du Roi, Jacques van Ypersele de Strihou a été agressé et tabassé à son domicile par quatre hommes armés, dans la nuit du 2 février. Peu revanchard, le chef de cabinet faisait savoir à la presse dès le lendemain que les gangsters s'étaient introduits *par erreur* dans sa villa, qu'il ne prendrait aucune mesure et qu'il leur avait déjà pardonné. Curieuse quiétude pour un homme considéré comme stratège et tête pensante du Palais. Étrange comportement aussi que celui de voleurs qui pénètrent à quatre cagoulés et armés dans une villa,

se rendent dans la chambre à coucher, corrigent le propriétaire et se retirent sans rien emporter. *Nous dormions. Ils sont entrés sans bruit dans la chambre. Quatre types cagoulés. Deux m'ont sauté dessus...* racontait van Ypersele à la Dernière Heure (4 février).

Cette agression n'a-t-elle pas plutôt des allures d'expédition punitive ? Mais qui pourrait en vouloir au bras droit du Roi, et surtout qui oserait s'en prendre à lui ? On murmure qu'une personne au moins en veut beaucoup au chef de cabinet, organisateur de toutes les affaires importantes du Palais. Il s'agit du prince Laurent, furieux d'être le seul enfant royal à ne recevoir aucune dotation annuelle. *Je suis enragé ? Enfin, je dirais énervé ? Je suis le seul des enfants royaux à payer des impôts sur les revenus* (La Dernière Heure, 30/10/99). Le prince est connu, par ailleurs, pour un comportement parfois brutal envers les humains, malgré son engagement dans la défense des animaux. Plus d'une jeune fille a subi l'effet de ses colères quand une soirée ne se terminait pas comme il l'entendait (leurs plaintes volent cependant toutes à la poubelle). Les nombreuses sorties en boîte de Laurent le mettent par ailleurs en contact avec un milieu interlope.

Est-ce le raisonnement qui aurait mené Jacques van Ypersele à la mansuétude ? Car une telle histoire ferait mauvais genre dans le contexte actuel. On sait que le gouvernement souhaite *renouveler l'entourage royal*. Le Vice-premier Johan Vande Lanotte a déclaré qu'il est temps que le chef de cabinet du Roi commence à songer au départ (Het Laatste Nieuws, 10/10/99). Or, il semble que van Ypersele soit décidé à durer et même à changer de souverain - plutôt que le souverain à changer de chef de cabinet. Remplacer Albert et Paola - cibles de trop de scandales - par les jeunes tourtereaux Philippe et Mathilde, serait une opération salubre pour la monarchie. Mais cette opération ne peut être menée à bien que par le chef de cabinet, qui contrôle tous les rouages et toute la famille. C'est lui, notamment, qui rédige tous les discours et interventions du Roi, et ce dernier parcourt mot à mot la petite écriture serrée de son chef de cabinet. À tel point que récemment, lors d'une conférence, le Roi répondit à un orateur en lisant la mauvaise fiche et en posant les questions destinées à l'orateur suivant. Se peut-il que van Ypersele, considéré par ceux qui le

connaissent bien comme un véritable Machiavel, ait laissé le Roi s'enfoncer, comme pour montrer que celui-ci commence à devenir vraiment inapte, en plus d'être physiquement handicapé ?

Si l'on se rappelle que la maman qui avait dénoncé le curé pédophile dirigeant le chœur de la messe de mariage royal s'est fait agresser et menacer une semaine avant le tabassage du chef de cabinet du Roi, et si l'hypothèse d'un règlement de compte familial s'avérait dans cette dernière affaire, il serait temps que le gouvernement songe sérieusement à remettre de l'ordre au Palais, et que nous songions peut-être à nous débarrasser de la monarchie avant qu'elle ne dégénère complètement.

Thésée

DOSSIER MAGHREB

L'Algérie après la concorde nationale

Depuis une décennie,
la violence politique
est le quotidien du peuple algérien.

Chaque jour, les téléspectateurs nous informent de nouveaux massacres islamistes ou supposés tels, de l'évolution d'une guerre civile dont beaucoup ne comprennent plus le sens. Lorsque **Bouteflika** prit la tête du pays, les avis furent évidemment partagés. Tout le monde sait qu'en Algérie, rien ne peut se faire sans l'accord des militaires, ou plutôt

d'une fraction d'entre eux, les Lamari, Nezzar et consorts qui forment ce que les Algériens appellent le *Cabinet noir*. Tout le monde sait que ceux qui ont le destin de l'Algérie entre les mains sont des généraux qui instrumentalisent autant que faire se peut la présidence de la République.

Bouteflika : l'état de grâce

Avec Bouteflika, les avis furent plus ambivalents. D'un côté, on reconnaissait que l'accession au pouvoir de ce petit bonhomme à l'œil vif ne devait rien au hasard et qu'il était bien le candidat officiel du *Cabinet noir*. Rappelez-vous que lors du scrutin, Bouteflika n'eut à affronter aucun candidat puisque les six autres challengers se retirèrent de la course en contestant la régularité de l'élection ; de l'autre côté, Bouteflika s'est affiché comme un tribun talentueux, plus en tout cas que le calamiteux Zeroual. Les premiers mois de son règne confirmèrent les Algériens dans ce sentiment étrange. Enfin, ils sentaient que, peut-être, Bouteflika était à même de ramener l'ordre et la paix dans la maison, une maison fatiguée de compter jour après jour ses morts.

Le 13 juillet dernier, Bouteflika faisait voter par députés et sénateurs une loi sur la concorde civile, prévoyant d'amnistier sous certaines conditions tous les militants islamistes ayant déposé les armes avant le 13 janvier 2000. Depuis ce mois de juillet, les Algériens sont perplexes. Si le niveau de violence a baissé depuis 1997 et particulièrement durant l'année écoulée, nul ne sait à quoi cela est dû. Quand la télévision algérienne montre des maquisards rendant leurs armes, certaines voix indiquent que ces *Islamistes* sont pour certains des militaires infiltrés ! Ce qui est sûr cependant, c'est que l'armée a repris le contrôle sur le terrain militaire, notamment dans les zones urbaines, repoussant les Islamistes dans les maquis. Si la politique d'éradication si chère à Liamine Zeroual a échoué, elle a tout de même eu le "mérite" de renverser le rapport de forces.

Le FIS se "reconvertit"

Ayant eu à subir une féroce répression, les islamistes du FIS ont parfaitement compris qu'ils avaient perdu la guerre militaire. Débordés d'un côté par les fondamentalistes des GIA, de l'autre par des formations islamistes modérées, le FIS sait qu'il doit absolument composer avec le pouvoir s'il veut retrouver une place centrale sur la scène politique.

Pour la première fois depuis l'interruption du processus électoral en décembre 1991, le FIS a appelé les Algériens à participer aux élections présidentielles en soutenant la candidature d'Ahmed Taleb Ibrahimi, ancien conseiller du président Chadli. Cette stratégie s'explique également par la crainte des leaders du FIS de voir les chefs de l'AIS prendre le leadership du mouvement, devenir les interlocuteurs privilégiés du pouvoir donc des militaires. En jouant la carte de la trêve, donc du retour dans la légalité d'un nombre important de militants, le FIS entend bien reprendre sa place dans les quartiers populaires, dans l'encadrement d'une population urbaine précarisée qui lui sert de base sociale au long des années 80. Mais cette réintroduction sur le champ politique s'est faite au prix de quelques reniements : les représentants du FIS à l'étranger ont fait une croix sur la revendication d'un Etat islamique et s'affichent même aujourd'hui comme favorables à la consolidation de la démocratie algérienne. Quelle est la part de machiavélisme dans ce réajustement idéologique ? Nul ne le sait avec certitude. Le FIS n'a jamais été homogène politiquement, balançant entre une tendance dure, et une autre, plus pragmatique, qui se satisferait d'un strapontin ou d'un partage des rôles avec la bourgeoisie militaire ou issus du FLN. Mais l'adoption d'un nouveau discours est à même de désorienter la masse de sympathisants déboussolés qui ont l'impression qu'aujourd'hui, le FIS s'agenouille devant le pouvoir, donc devant les militaires. D'où le risque qu'une fraction de la jeunesse islamiste se radicalise et rejoigne les rangs des Groupes Islamiques Armés qui incarneraient alors, et seuls, la réelle volonté de rupture et de libération.

Concrètement, le FIS profite du fait que le régime algérien est passé d'une politique d'exclusion-éradication chère à Zeroual à une politique de négociation-intégration des Islamistes sous Bouteflika.

Guerre de religion ou "guerre de classe" ?

Réduire le conflit algérien à sa dimension religieuse n'est pas satisfaisant.

Les islamistes ne sont pas nés de rien. Ils sont nés dans une société bloquée, dont le pouvoir était confisqué par une élite issue du FLN, marqué depuis Boumédiène par l'omnipotence de l'appareil militaire. Profitant d'une situation économique catastrophique, ils ont su mobiliser à leur profit les frustrations d'une fraction importante de la population, d'une jeunesse vouée à la précarité et au chômage, d'une petite bourgeoisie bloquée dans son ascension sociale par l'appareil FLN, d'une frange des intellectuels ayant fait de la rupture culturelle avec l'Occident leur credo.

De fait, la guerre civile, aussi sanglante soit-elle, est devenu un formidable outil de promotion sociale pour certains de ses acteurs. Car la guerre fait vivre, et pas seulement les militaires. Sans oublier bien sûr la politique du Fonds Monétaire International qui, en imposant la désétatisation de l'économie algérienne, n'a fait qu'exacerber les frustrations de la petite bourgeoisie bloquée dans son ascension sociale par la présence d'entrepreneurs issus des rangs du FLN. Avec la guerre, cette petite bourgeoisie qui a parfois voté par dépit pour le FIS s'est fortement enrichie.

Prenons l'exemple des transporteurs. Durant longtemps, c'était l'État qui s'occupait du transport des marchandises jusqu'aux magasins d'État où les produits étaient meilleur marché puisque subventionnés. Devant la multiplication des barrages islamistes, la liquidation des chauffeurs, l'incendie des bus, l'État a lâché prise. Aujourd'hui, ce sont les transporteurs privés qui sont hégémoniques sur le secteur. Moyennant bakchich, ils assurent cette mission vitale sans être plus que de raison inquiétés par les Islamistes. Les magasins d'État étant vides, les petits commerçants n'ont plus de concurrents "déloyaux" auxquels faire face. Cela compense aisément le fait de se faire régulièrement rançonner par les maquisards. Ces mêmes maquisards ont également compris qu'ils

n'avaient rien à gagner à racketter fortement ces employeurs privés, souvent hostiles à l'État-FLN ou à ce qu'il en reste, d'autant plus que certains groupes armés, GIA, AIS ou autres, se font une guerre sans merci pour le contrôle de leurs zones d'influence.

Parallèlement, certains islamistes sont également rentrés dans le monde merveilleux du commerce, de l'import-export, notamment en milieu urbain. Ce sont souvent des jeunes issus d'un même quartier, qui s'auto-proclament membres des GIA et se comportent en véritables milices privées auprès des commerçants locaux. On les trouve évidemment dans le trafic de drogue ou dans celui des voitures volées. Ces jeunes privilégient évidemment l'enrichissement rapide puisque la durée de vie d'un *émir* peut être fort courte, tant la répression est aussi dure que la concurrence. Il est clair qu'une fois embourgeoisés, certains d'entre eux prendront un peu de distance avec leurs congénères, dont la radicalité ne peut que perturber les affaires..

Après dix ans de massacres, les Algériens et Algériennes sont bien loin de pouvoir goûter à la paix. Si le quadrillage des villes par les forces armées a repoussé les islamistes dans les maquis et jugulé la capacité de nuisance des émirs, la lutte armée est loin d'arriver à son terme. Les islamistes sont partagés : pour certains, il n'y a plus d'autre choix que d'aller jusqu'au bout ; pour d'autres, il est temps de changer de stratégie, de courber l'échine aujourd'hui et de renégocier leur retour sur la scène politique.

Mais le problème principal est le suivant : la guerre nourrit. Elle nourrit les militaires qui justifient par elle leur poids incontournable dans l'État ; elle nourrit les islamistes en les introduisant dans les circuits commerciaux ; elle nourrit une fraction de la bourgeoisie qui émerge dans son sillage, s'enrichit par le commerce et les trafics en tous genres. Or, bien rares sont celles et ceux capables de mordre la main qui les nourrit.

Patsy

Pour plus d'informations sur l'émergence de cette nouvelle bourgeoisie

issue de la guerre, lisez l'excellent livre de Luis Martinez : *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, Recherches internationales, 1998. Vous pouvez également vous rendre sur le site du *Centre d'Études et de Recherches Internationales* (<http://ceri-sciencespo.com>), vous y trouverez d'autres textes de Luis Martinez (*Les causes de l'Islamisme en Algérie / L'après guerre civile : les étapes de la réconciliation nationale / Les groupes islamistes entre guérilla et négoce : vers une consolidation du régime algérien ?*) ainsi qu'un texte d'Abderrahmane Moussaoui (*La chaîne du crime*).

Ce texte a été écrit, à l'origine, pour l'émission de radio *Le Monde comme il va* (Radio *Alternantes* FM). Pour les recevoir sur son e-mail (émile) chaque semaine, il suffit d'écrire à patsy.cht@wanadoo.fr.

DOSSIER MAGHREB

Le Maroc de Mohammed VI

Rappelez-vous.

Il y a quelques mois, l'État français perdait en Hassan II l'un de ses amis fidèles, un de ces francophiles aux mains sales que l'on aime tant à l'Élysée et Matignon. Invité d'honneur du dernier défilé du 14 juillet, Hassan II n'aura guère survécu longtemps aux marches martiales des armées de l'hexagone. Moi-même, le lendemain, je ne me sentais guère fringant.

Évidemment, l'arrivée au pouvoir de son fils, Mohammed VI, a retenu l'attention de tous. Comment ce jeune homme sur lequel on ne tarissait pas d'éloges allait-il bien faire pour assurer la stabilité politique dans un royaume marqué par plusieurs décennies de pouvoir autoritaire ?

Des débuts en fanfare

À première vue, Mohammed VI a réussi son concours d'entrée. En octobre dernier, il a mis fin à l'exil forcé d'Abraham Serfaty, opposant pur et dur à Hassan II qui connut durant près de deux décennies l'enfer des prisons politiques marocaines. C'est ce que l'on appelle un *signal fort* destiné à l'opinion publique internationale, mais également à ceux qui se chargeaient des basses œuvres du temps du père. En limogeant le mois suivant Driss Basri, éminence grise d'Hassan II, spécialiste des coups fourrés et autres liquidations d'opposants politiques, il n'a fait qu'enfoncer le clou et montrer qu'il entendait, sur le terrain des droits de l'homme, rompre avec l'héritage paternel.

Dans un même élan, le nouveau monarque s'en est pris à l'inertie de la bureaucratie marocaine, véritable frein au développement économique libéral du pays. Puis, il a annoncé la création d'un fonds Hassan II pour le développement et l'équipement, destiné à lutter contre le chômage. Bref, en quelques mois, Mohammed VI s'est fait un nom, une réputation et semble particulièrement apprécié par une population marocaine, désireuse de changement et de liberté. Mais en limogeant Basri et en permettant à Serfaty de regagner le sol natal, le souverain n'a accompli que deux geste à fort contenu symbolique. Les véritables enjeux sont ailleurs : dans la réforme économique et politique en profondeur du pays.

La réforme, oui !... et la chienlit ?

Depuis près d'une décennie, l'élite marocaine a fait un choix économico-politique clair : s'ancrer à l'Europe, profiter de sa satellisation pour se garantir des débouchés pour ses produits agricoles ou manufacturés. Il est clair que Mohammed VI ne compte en aucune façon remettre en question cette stratégie. Ce jeune homme que l'on dit si humain est un libéral qui entend pousser les jeunes diplômés marocains à, je cite, *investir le secteur privé sans complexes*. Il a également parfaitement compris que le royaume doit absolument former des travailleurs, donc

lutter contre l'analphabétisme et l'inadaptation de l'enseignement public aux besoins du marché.

Par contre, il n'a guère été prolix concernant la contrebande, la corruption et les différents trafics. Cela n'est guère étonnant.

La contrebande fait vivre par exemple près de 10% de la population active. Quant à la drogue, le Maroc est le premier exportateur mondial de haschich et le premier fournisseur de l'Europe. Mais il est également devenu une plaque tournante du trafic des drogues dures.

Conséquemment, Mohammed VI sait bien que la santé économique du royaume dépend en bonne partie de la réinjection dans le tissu économique national de cet argent sale.

Où va-t-il cet argent ? Dans l'immobilier, les casinos, la finance, la contrebande, sans oublier dit-on le financement de la gendarmerie royale, le paiement des salaires des fonctionnaires, celui des militaires installés au Sahara.

Bref, vous l'aurez compris, à la tête de tous ces trafics, on trouve en majorité de grands entrepreneurs privés, des politiciens et des militaires de haut-rang, bref l'élite qui a entouré Hassan II durant des années, qui a fait son beurre en garantissant le pouvoir chérifien de son allégeance.

L'avenir nous dira si Mohammed VI composera avec les barons du régime, quitte à en liquider certains pour réaffirmer son pouvoir comme il l'a fait avec Basri, ou si, dans un proche avenir, il se cherchera d'autres alliés, dans la nouvelle classe montante, y compris militaire, qui ne manquera pas dans son ascension sociale à se confronter avec les caciques de l'époque Hassan II.

Les marges de manœuvre du souverain ne sont pas énormes. Il doit à la fois poursuivre les choix économiques libéraux décidés par son père et d'un autre côté, "démocratiser" le régime, donc fragiliser l'édifice politique sur lequel repose la monarchie.

Le "retour" des islamistes

En limogeant Basri, il a ouvert la porte à une contestation plus ouverte du système. Les frustrations existent : énormément de chômage, notamment pour les diplômés qui ne peuvent plus espérer être intégrés dans l'administration, une misère toujours aussi présente, une population jeune précarisée prête à mourir pour gagner l'Eldorado européen.

Qui peut capitaliser cette colère qui gronde sans s'exprimer ouvertement ? Les islamistes, évidemment. Au début de ce mois, le Cheikh Yassine, retenu en résidence surveillée depuis près de dix ans, a pris la plume pour exhorter le jeune Roi à rompre définitivement avec le passé. Dans un long texte, cet islamiste s'en prend à la corruption, à l'absence de politique du logement, à la misère qui frappe douze millions de Marocains, mais également, et de manière très forte, à l'héritage d'Hassan II, à sa fortune amassée dont il souhaite le rapatriement et la restitution au Peuple. Bref, le Cheikh Yassine s'affirme de nouveau comme le porte-parole des basses classes de la société marocaine. C'est ce que craignait à la fois Hassan II et les forces social-démocrates marocaines. Et c'est pourquoi, depuis 1998, ces dernières ont accepté que l'un des siens, Abderrahamane Youssoufi devienne Premier ministre !

Aujourd'hui, reste à savoir si Mohammed VI fera de Youssoufi un véritable chef de gouvernement ou s'il le maintiendra comme son père le fit dans un rôle subalterne, s'il parviendra institutionnellement à dissocier fonction gouvernementale et pouvoir royal, si, en d'autres termes, il démocratisera profondément le Maroc ou se contentera d'en être le despote éclairé.

Patsy

À lire : Béatrice Hibou, *Les enjeux de l'ouverture au Maroc - Dissidence économique et contrôle politique*, Études du CERI n°15, 1996.

Ce texte a été écrit, à l'origine, pour l'émission de radio *Le Monde comme il va* (Radio *Alternantes* FM). Pour les recevoir sur son e-mail (émile) chaque semaine, il suffit d'écrire à patsy.cht@wanadoo.fr.

SOLIDARITÉ ACTIVE SÉNÉGAL / AUPEJ

Les caisses de crédit des femmes

**Les caisses de crédit où l'émergence des femmes
sur la scène économique.**

Les Tontines, tu connais ? Et les **caisses de crédit**, t'en as entendu parler ? C'est mieux, beaucoup mieux : elles démocratisent, mutuelisent des épargnes populaires communautaires. *Chic, chic, chic* se dit un directeur du FMI ; voilà la solution pour endormir nos bonnes consciences occidentales !

Une caisse de crédit, c'est bien plus qu'une mise en commun de pognon, bien plus qu'une coopération économique. Une caisse de crédit de **femmes sénégalaises** ne représente pas qu'un sujet d'articles pour tiers-mondistes à la petite semaine mais bien une entrée collective des femmes dans la sphère économique, une fin de non-recevoir à la domestication, un ras-le-bol de la misère, un pied de nez au patriarcat, un refus net et précis des inégalités sociales.

Une caisse est composée de "braves" femmes qui, seules, ne peuvent faire face à leurs obligations familiales et qui, collectivement, montrent un "courage" cassant (irrémédiablement ?) avec le patriarcat et son corollaire la pauvreté.

Pourquoi "brave" ?

Ce mot est emprunté à une couturière dakaroise qui, à travers l'analyse d'un cas de détresse individuelle, posait la problématique de l'émancipation des femmes sénégalaises en ces termes : *Je ne suis pas brave... mais nous le sommes collectivement !*

Quésako ?

La femme musulmane wolof est avant tout *fille de X, sœur de X, épouse de X ou bru de X*. Son espace vital est limité par la cour : elle la régente, s'y soumet à l'autorité patriarcale représentée par la belle-mère, y règle les conflits, nourrit, vêt, lave et soigne tous les membres de la maisonnée (à peu près une vingtaine de personnes). La régulation sociale passe... par les regards communautaires qui maintiennent ainsi une certaine *éthique dont les règles sont connues de tous*. L'absence prolongée de l'époux ou son inactivité économique, la baisse constante du niveau de vie la conduisent à devenir trésorière - sans trésor - des finances familiales. Son éducation baignée de morale religieuse (animiste ou musulmane), de domination de la collectivité sur l'individuel, en font une pièce maîtresse du rouage social : elle assume les fonctions de conseillère, d'assistante sociale, d'éducatrice, d'éboueuse, de pharmacienne, d'infirmière, d'épicière, de marchande de biens, de contrôlease sociale, d'économiste. Trésorière d'une caisse vide et comptable devant la communauté d'emplir pleinement l'ensemble de ses rôles féminins !

Eh bien ! C'est tout simple : une **caisse de crédit** représente le transfert de ces compétences mises au service de la famille au secteur sanitaire et social de la communauté (quartier, village). A priori ce décalage dicté trop souvent par les seules nécessités économiques ne devrait enclencher que des processus d'élargissement de la sphère domestique... Mais un groupement féminin économique ou culturel représente, de fait, l'intégration des femmes au STO africain. L'émergence des **femmes** et non plus des *mères, des filles, des sœurs, des bruses* dans l'espace économique... et dans la cour familiale. De ce **nous** naît un **je** radical et émancipateur !

S'appuyant sur les compétences multiples des femmes, les **caisses de crédit** inondent les quartiers populaires des villes sénégalaises. Elles ne représentent pas seulement une **alternative** à la pauvreté. Elles symbolisent la montée des énergies sociales. Elles rompent avec le patriarcat s'enracinant dans les traditions communautaires et consolidé par la marchandisation des savoir-faire, des cultures, des échanges économiques.

Elles cassent avec la centralité du pouvoir économique perçu sous son seul aspect financier. Elles valorisent les initiatives marginales tels les petits métiers nés de l'urbanisation ou adaptés à une écologie sociale (récupération de matériaux par nécessité économique, re-crédation de la ruralité). Elles conduisent à la prise en charge collective du secteur sanitaire et social du quartier et non plus de la seule courée. Elles s'autonomisent d'un État inexistant ou d'une Banque mondiale les assassinant à grands coups de privatisation des services publics. Elles prouvent qu'en fait la pauvreté fut une règle du jeu inventée par les riches. Les populations urbaines ou rurales tendent à inventer un autre mode de fonctionnement social tenant compte à la fois des cultures, des personnes réelles et des nécessités économiques.

Pour gérer une caisse, il faut savoir lire, écrire, compter, gérer, anticiper parler au moins deux ou trois langues : la sienne, celle du marché et celle imposée par le néocolonialisme. Pour avoir une activité économique, il est urgent de se former, de déléguer ses rôles domestiques à la collectivité. Pour écouler des richesses créées encore faut-il maîtriser les circuits de circulation des marchandises. Émergent ainsi des transversalités sociales, des mutualisations de compétences, des coopérations culturelles alternatives à une société oppressive. Ne doutons pas un seul instant que ces expériences émancipatrices intéressent vivement les tenants du pouvoir afin de sauvegarder une certaine paix sociale nécessaire aux pays du Nord, aux escrocs, aux affameurs, aux élites... dont les richesses, le bien-être ne s'appuient que sur leur servilité, leur égoïsme. Les diktats des ONG, des organismes internationaux en terme de réussite quantitative et non qualitative maintiennent des économies populaires à la périphérie sans tendre ainsi à une transformation des rapports mar- chands.

L'assujettissement des aides économiques à des schémas de développement dessinés par les pays du Nord n'est pas le meilleur état de cette économie alternative.

L'appui des organismes internationaux aux **caisses de crédit des femmes** ou à leur groupement d'alphabétisation ou de formation ne résulte pas d'une philanthropie "prolétarienne". Un minimum de scolarisation (et non d'éducation) et de moins-mauvais-être (et non de bien-être) s'avèrent nécessaires à la mondialisation. L'émancipation des femmes mise en mouvement à travers ces initiatives collectives est née de ces contradictions. À partir du moment où des réflexions et mises en actes collectives, mesurées à l'aune des solidarités qui en découlent remplacent des additions de solitudes, de rôles sociaux, l'apartheid économique n'aura plus droit de cité. Si nous ne voulons pas participer à l'entrée des femmes africaines dans l'économie à la mode occidentale, en soumettant cette nouvelle place aux seules lois patriarcales. (centralité des pouvoirs... et inégalités économiques et sociales), il nous revient de casser avec la tiers-mondialisation en vigueur par la mise en mouvement d'une solidarité internationale... même symbolique. En termes d'échanges, d'entraides, de mises en commun.

Nous en reparlerons certainement à l'occasion de la narration des difficultés de la **caisse de crédit des femmes** de Tivaouane et de leurs échanges avec une certaine communauté alternative ayant mis les amarres sur l'île d'Oléron.

Thyde Rosell

POUR EN SAVOIR PLUS SUR AUPEJ

**Oui, je soutien AUPEJ !
et les caisses**

de crédit des femmes

et j'envoie francs
que vous leur remettrez en mon nom

Mention AUPEJ
sur les versements bancaires
au compte 001-0536851-32
Chèques à l'ordre de *Roger Noël*

.....

